

REPUBLIQUE DE GUINEE

Travail – Justice – Solidarité



MINISTERE DU BUDGET
DIRECTION NATIONALE DU BUDGET

RAPPORT SUR L'EXECUTION DU BUDGET
DE L'ETAT A FIN MARS 2018

Juillet 2018



« La Guinée a l'énergie de l'émergence. Son avenir économique est incomparable parce que son économie est diversifiée : un potentiel hydroélectrique inédit sur le continent africain, une agro-industrie prometteuse et une population qui se caractérise par sa jeunesse.

Je tiens à remercier les investisseurs et bailleurs qui nous font confiance aujourd'hui : la Guinée leur garantie un développement qui profitera non seulement à toute la population guinéenne mais également à toute la grande région de l'Afrique de l'Ouest.»

Prof. Alpha Condé, Président de la République de Guinée

(extrait du discours prononcé à l'occasion de la Reunion du Groupe Consultatif sur le financement du PNDES à Paris, le 16 novembre 2017).

Résumé exécutif

Depuis 2012, la Guinée a adopté un nouveau cadre de gestion des finances publiques qui promeut la performance et la transparence dans la gestion publique. A cet effet, un compte-rendu de l'exécution budgétaire doit être présenté chaque trimestre à l'Assemblée nationale et mis à la disposition du public. Cette pratique vertueuse est désormais d'usage dans les relations entre le Gouvernement, l'Assemblée nationale et le public.

Le présent rapport participe à la promotion de cette transparence, en vue d'enrichir le débat sur la gouvernance publique. Il retrace l'exécution de l'autorisation parlementaire et l'application de la Loi de finances au cours des trois (3) premiers mois de l'année 2018.

La loi L/2017/059/AN portant loi de finances pour l'année 2018 a été promulguée le 29 décembre 2017 par le Président de la République et les crédits budgétaires ouverts par cette loi ont été notifiés aux ministères et institutions à la même date.

Pour accompagner l'exécution budgétaire 2018, le Ministre du Budget a mis à la disposition des Ordonnateurs, la circulaire 0024/MB/CAB/2018 du 11 janvier 2018 rappelant les règles et procédures d'exécution du budget de l'Etat.

En application de l'article 19 du Décret D/2013/015/PRG/SGG du 15 janvier 2013 portant Règlement général de gestion budgétaire et de comptabilité publique, le Ministre du Budget a signé l'arrêté portant plan d'engagement budgétaire pour le premier trimestre de l'année 2018 afin de réguler l'exécution budgétaire en fonction des possibilités de trésorerie avec une annexe présentant le plan d'engagement annuel séquentiel par trimestre, révisable en fonction des données de l'exécution budgétaire.

Il convient de relever que l'année 2018 coïncide avec l'implémentation effective à la chaîne de dépenses de la nouvelle nomenclature budgétaire de l'Etat adoptée depuis 2014 conformément au Manuel de statistiques des finances publiques 2001 du FMI, qui apporte beaucoup d'innovations en matière de transparence dans la classification et la présentation budgétaire. Ce basculement vers la nouvelle nomenclature a conduit à une reconfiguration des crédits budgétaires qui a affecté essentiellement les natures économiques ci-après : Dépenses de personnel, Dépenses de biens et services, Dépenses de transferts et Dépenses d'investissement, ainsi que la ventilation des crédits par structure administrative suite à la mise à jour de la classification par services.

L'exécution du budget à fin mars 2018 est affectée par des arriérés de paiement de 2017 payés par des recettes mobilisées au cours du 1^{er} trimestre 2018 pour faire face aux exigences de la période complémentaire du 31 janvier 2018.

Globalement, l'exécution budgétaire à fin mars 2018 présente une tendance favorable en recettes et pas très favorable en dépenses. En effet, sur un objectif trimestriel de 2 853,38 Mds, les recettes ont été mobilisées à hauteur de 3 348,89 Mds, soit 117,37 % (voir tableau n°4).

Ce niveau de réalisation des recettes est influencé par la non mobilisation des dons, legs et fond de concours. Comparées à l'objectif annuel de 18 537,02 Mds, les recettes ont atteint 3 348,89 Mds soit 18,07%.

Quant aux dépenses, elles se chiffrent à 1 543,85 Mds base paiement contre une prévision trimestrielle du plan d'engagement de 3 169,49 Mds, soit 48,7%. Elles se répartissent entre les dépenses courantes pour 1 503,01 Mds (97,35%) et les dépenses d'investissement pour 40,84 Mds (2,65%).

Sur la base prise en charge comptable les dépenses se chiffrent à 2 097,48 Mds contre une prévision à fin mars de 3 094,48 Mds.

Le solde de base à fin mars 2018 se chiffre à 864,09 Mds contre un objectif de 346,00 Mds du programme appuyé par la facilité élargie de crédit du FMI.

RESUME EXECUTIF	3
SIGLES ET ABREVIATIONS	6
LISTE DES TABLEAUX	7
LISTE DES GRAPHIQUES	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
INTRODUCTION	8
I-SITUATION DE MOBILISATION DES RECETTES BUDGETAIRES	13
I.1-Rappel des dispositions fiscales de la LFI 2018	13
I.2-Analyse de l'exécution globale des recettes	13
a. Recettes fiscales	14
b. Dons, Legs et Fonds de concours	14
c. Autres recettes	15
I.3- Analyse de la réalisation des recettes par régie	15
a. Direction Nationale des Impôts (DNI)	16
b. Direction Générale des Douanes (DGD)	16
c. Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DNTCP)	18
I-4 : Situation des restes à recouvrer	21
II- SITUATION D'EXECUTION DES DEPENSES BUDGETAIRES	22
II -1 Situation des mouvements de crédits	22
II-2 Analyse globale des dépenses	23
II -2-1 Analyse des dépenses par titre	24
a. Dépenses courantes	24
b. Titre V : Dépenses d'investissement	26
II-2-2 Situation des instances de paiement	26
III-SOLDE BUDGETAIRE	27
IV-CONCLUSION	27
ANNEXES	28

Sigles et abréviations

AEP	Assainissement et eau potable
ACCT	Agence Comptable Centrale du Trésor
BND	Budget national de développement
CBG	Compagnie des bauxites de Guinée
CEDEAO	Communauté économique des Etats de l’Afrique de l’Ouest
CFU	Contribution foncière unique
CNT	Conseil national de la Transition
DGD	Direction générale des douanes
DNB	Direction nationale du Budget
DNI	Direction nationale des impôts
DNTCP	Direction nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique
DSRP	Document de stratégie de réduction de la pauvreté
ERAM	Ecole régionale des arts et métiers
FINEX	Financement extérieur
FMI	Fonds monétaire international
GNF	Franc guinéen
IMF	Impôt minimum forfaitaire
LFI	Loi de finances initiale
LFR	Loi de finances rectificative
LORF	Loi organique relative aux lois de finances
MB	Ministère du Budget
PACV	Programme d’appui aux communautés villageoises
PGT	Paierie Générale du Trésor
PME	Petites et moyennes entreprises
PNAFA	Projet national d’appui aux filières agricoles
PIB	Produit intérieur brut
PNDES	Programme national de développement économique et social
PRSE	Programme de renforcement du secteur de l’énergie
RGGBCP	Règlement général de gestion budgétaire et de comptabilité publique
SGG	Secrétariat général du Gouvernement
TCA	Taxe sur le chiffre d’affaires
TCT	Taxe de consommation téléphonique
TDB	Tableau de bord
TEC	Tarif extérieur commun
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée

Liste des tableaux

Tableau 1: Exécution par grandes masses de la loi de finances 2018 en milliards de GN (base prise en charge comptable)	9
Tableau 2: Exécution des dépenses d'investissements par piliers du PNDES à fin mars 2018 (en milliards de GNF)	11
Tableau 3: Exécution par grandes fonctions base engagement à fin mars 2018 (en milliards de GNF)	12
Tableau 4: Exécution Globale des recettes fin Mars 2018 en milliards de GNF	13
Tableau 5: Exécution des recettes fiscales par catégorie à fin mars 2018 (en milliards de GNF)	14
Tableau 6: Exécution des Autres recettes fin Mars 2018 en milliards de GNF	15
Tableau 7: Exécution des recettes collectées par la DNI à fin Mars 2018 en milliards de GNF	16
Tableau 8: Exécution des recettes collectées par la DGD à fin mars 2018 (en Mds de GNF)	17
Tableau 9: Exécution des recettes collectées par la DNTCP à fin Mars 2018 en Mds de GNF	19
Tableau 10: Situation des restes à recouvrer à fin Mars 2018 en milliards de GNF	21
Tableau 11: Situation des Mouvements de crédits à fin mars 2018 (en milliards de GNF)	22
Tableau 12: Exécution Globale/Grandes natures et phases d'exécution de la Dépense publique hors FINEX	23
Tableau 13: les instances de paiements	26
Tableau 14: Exécution globale/phase de la dépense et par Administration à fin mars 2018 en de milliards de GNF	1
Tableau 15: Exécution Globale des Dépenses/ Administration et Grandes natures (base engagement) à fin mars 2018 en de milliards de GNF	3
Tableau 16: Exécution Globale des Dépenses/ Administration et Grandes natures (base paiement) à fin mars 2018 en de milliards de GNF	5
Tableau 17: Etat d'Exécution des Subventions et Transferts (hors collectivité) en de milliards de GNF	7
Tableau 18: Ventilation du budget 2018 en fonction des piliers du PNDES à fin mars 2018 (en milliards de GNF)	8
Tableau 19: Situation Résumée des Opérations Budgetaires de l'Etat en milliards de GNF	9

Liste des figures

Figure 1: Exécution globale des recettes	14
Figure 2: Exécution des recettes par regies	15
Figure 3: Analyse Globale des Dépenses	24
Figure 4: Exécution des dépenses par titre base engagement	24
Figure 5: Exécution des dépenses par titre base paiement	25

Introduction

Dans le cadre de la promotion de la transparence budgétaire, le nouveau cadre de gestion des finances publiques adopté en 2012 prévoit en ses dispositions pertinentes, notamment l'article 77 de la Loi organique L/2012/n°012/CNT du 6 août 2012 relative aux lois de finances et l'article 17 du décret D/2014/222/PRG/SGG du 31 octobre 2014 portant Cadre de gouvernance des finances publiques, l'élaboration des rapports trimestriels sur l'exécution du budget et l'application de la loi de finances destinés à l'Assemblée Nationale et mis à la disposition du public. Ces rapports restituent la manière dont l'autorisation parlementaire est exécutée tant en matière de recettes que de dépenses et font apparaître notamment le rythme des rentrées de recettes fiscales et autres recettes, ainsi que celui de consommation des crédits.

A cet effet, le ministère du budget s'est résolu, conformément à ses attributions, d'inscrire cette pratique dans son programme d'activités, afin de permettre au Gouvernement de suivre l'exécution de la politique budgétaire en cours d'année et à l'Assemblée Nationale d'en être pleinement informée. Ce qui permet de nourrir le débat sur la gouvernance publique, le bon emploi des fonds publics et de prendre des mesures correctives en cours d'année ou pour les budgets ultérieurs.

Rappel des principaux objectifs de la politique budgétaire

Au cours de l'année 2018, les objectifs de la politique budgétaire continueront de s'appuyer sur (i) le maintien du déficit budgétaire et de l'endettement à un niveau raisonnable en pourcentage du PIB, (ii) la recherche active de financements extérieurs sous forme de dons et de prêts concessionnels, (iii) la consolidation et l'approfondissement des efforts pour une mobilisation accrue des ressources internes, (iv) une meilleure allocation des ressources en privilégiant les services sociaux de base et les projets d'investissements aptes à impulser la croissance, (v) le renforcement de la déconcentration budgétaire et (vi) la poursuite de la mise en œuvre du plan de réformes des finances publiques.

Le cadrage macroéconomique ayant servi à l'élaboration de la loi de finances rectificative 2018 est basé sur une projection de taux de croissance du PIB de 5,8%. Le Gouvernement projette un taux de pression fiscale de 14,51% contre 16,63% dans la LFI 2018, un taux d'inflation (en moyenne annuelle) de 8,2%, un taux de change moyen de 9 610,0 GNF pour 1 Dollar US, un solde budgétaire dons exclus (base engagement) de -3 713,20 Mds, soit-3,48% du PIB contre -4 583,49 Mds soit -4,60% du PIB dans la LFI 2018.

Les grandes masses de la loi de finances pour l'année 2018 se présentent comme suit :

Tableau 1: Exécution par grandes masses de la loi de finances 2018 en milliards de GN (base prise en charge comptable)

Grandes masses	LF 2018	Objectifs à fin mars 2018	Exécution à fin mars 2018	Pourcentage
Recettes intérieures	16 553,55	3 240,04	3 348,89	103,36%
Dépenses courantes	13 219,04	2 813,87	1 950,00	14,75%
Dépenses d'investissement	7 823,50	280,59	147,48	1,88%
Solde de base dons exclus	-4 583,49	346	864,09	
Solde de base dons exclus en % du PIB	-4,60%	0,35%	0,87%	

Source : SOAP mars 2018

Contexte économique et budgétaire

L'exécution du budget 2018 intervient dans un contexte caractérisé par :

- ❖ La phase de croisière de mise en œuvre du Plan National de Développement Economique et Social (PNDES 2016-2020), après la tenue en novembre 2017 de la conférence des bailleurs pour son financement;
- ❖ Les mouvements de grève dans le secteur de l'éducation qui ont relativement perturbé l'activité économique;
- ❖ Les discussions avec le syndicat de l'éducation ayant abouti à un accord sur l'octroi des avantages salariaux convenus qui ont une incidence sur la grille salariale qui a soutenu les prévisions des dépenses de personnel en loi de finances 2018;
- ❖ L'utilisation de la nouvelle nomenclature budgétaire de l'Etat dans ses nouvelles classifications économiques, administratives et fonctionnelles, avec une incidence sur le déploiement des crédits budgétaires entre les différents titres de dépenses et entre les services ;
- ❖ La production du plan d'engagement annuel séquencé par trimestre et la signature de l'arrêté portant plan d'engagement du premier trimestre pour réguler l'exécution budgétaire;
- ❖ L'évaluation du système de gestion des finances publiques 2014-2016 de la Guinée selon la méthodologie PEFA après la précédente évaluation conduite en 2013;
- ❖ L'organisation des élections communales et communautaires le 04 février 2018 ;
- ❖ La tenue à Conakry en février 2018 de l'atelier international sur le thème « Vers plus de transparence, participation et redépassabilité en Afrique » ;
- ❖ L'organisation à Conakry du forum des dirigeants des administrations douanières des Etats de l'Afrique de l'Ouest et du Centre

L'exécution du budget au premier trimestre 2018 est marquée par :

- ❖ L'engagement à la préservation de la stabilité macroéconomique et à la réalisation du programme des réformes après le diagnostic des causes des dérapages budgétaires enregistrés à fin 2017;
- ❖ Le retard dans la mise en exécution de certaines dispositions de la loi de finances 2018, en matière de politique fiscale, notamment sur les retenues sur salaires et la taxe d'assurance.

Déclinaison du budget en piliers du Programme National de Développement Economique et Social (PNDES)

Le PNDES 2016-2020 a pour objectif global de promouvoir une croissance forte et de qualité et d'opérer la transformation structurelle de l'économie. Sa bonne mise en œuvre contribue à mettre le pays sur la trajectoire du développement durable.

Les résultats finaux attendus de cet objectif global sont de deux ordres :

- à l'horizon 2020, le bien-être de la population guinéenne est amélioré, les inégalités sont réduites et l'équité intergénérationnelle est améliorée ;
- la transformation structurelle durable de l'économie guinéenne est amorcée.

Le PNDES repose ses stratégies sur quatre (4) piliers adossés à la Loi de finances 2018 conformément à la ventilation ci-après :

- ❖ Pilier 1: Promotion d'une bonne gouvernance au service du développement durable;
- ❖ Pilier 2 : Transformation économique durable et inclusive;
- ❖ Pilier 3 : Développement inclusif du capital humain;
- ❖ Pilier 4 : Gestion durable du capital naturel.

L'année 2018 situe la Guinée à mi-chemin de l'horizon 2020 que s'est assigné le PNDES ; ce qui interpelle la politique budgétaire pour davantage traduire dans l'exécution budgétaire l'engagement d'atteindre ces résultats finaux. A cet effet, la synthèse de l'exécution du budget 2018 par pilier du PNDES pour le premier trimestre est présentée dans le tableau 18 joint en annexe.

A fin mars 2018, l'exécution du budget en fonction des piliers du PNDES sur la base des engagements se situe en moyenne à 12,76%, avec une forte variation entre 15,23% et 8,56%. Cependant, les crédits destinés aux dépenses des ministères et institutions du pilier 4 relatif à la gestion durable du capital naturel ont enregistré un taux d'engagement qui s'est établi à 15,23% des dotations de la loi de finances. Le rythme d'engagement des dépenses des ministères des autres piliers s'est situé à un niveau inférieur, ne dépassant pas 14,88% des dotations de la loi de finances, avec un niveau plancher de 8,56% pour les ministères du pilier 2 consacré à la transformation économique durable et inclusive.

Le niveau élevé des engagements des ministères du pilier 4 est dû essentiellement au dynamisme des ministères de l'environnement et du tourisme, tandis que le pilier 2 n'est impacté que par le secteur de l'industrie dont le niveau d'engagement a été faible.

Comparé au 1^{er} trimestre 2017, le rythme d'exécution base engagement du PNDES a connu une légère baisse, passant de 17,22% en moyenne à 12,76% en 2018.

Il convient également de préciser que les paiements réalisés à fin mars 2018 de 1 543,85 Mds par rapport aux engagements de 2 047,78 Mds représentent 75,39%.

L'exécution des dépenses d'investissements du PNDES à fin mars 2018 se situe à 40,84 Mds en termes de paiements effectués sur des engagements consommés de 108,51 Mds contre une prévision dans le plan d'engagement de 934,59 Mds ; soit un taux d'exécution de 4,37%. Cette exécution du PNDES ne concerne que les dépenses sur ressources intérieures qui ont servi à financer les investissements du pilier 1.

Tableau 2: Exécution des dépenses d'investissements par piliers du PNDES à fin mars 2018 (en milliards de GNF)

Libelles	LFI (1)	Plan d'Engagement T1	Engagements		Liquidations		Ordonnancements		Paiements	
			T1	Taux	T1	Taux	T1	Taux	T1	Taux
Promotion D'une Bonne Gouvernance au Service Du Developpement Durable	1 118,06	222,76	108,51	48,71%	13,18	5,92%	13,18	5,92%	40,84	18,33%
Dépenses D'investissement	895,26	178,37	108,51	60,83%	13,18	7,39%	13,18	7,39%	40,84	22,9%
FINEX	222,80	44,39	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00%
Transformation Economique Durable et Inclusive	5 383,30	463,59	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00%
Dépenses D'investissement	1 557,06	134,09	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00%
FINEX	3 826,25	329,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00%
Developpement Inclusif Du Capital Humain	1 447,70	236,31	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses D'investissement	750,59	122,52	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00%
FINEX	697,11	113,79	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00%
Gestion Durable Du Capital Naturel	100,48	11,93	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses D'investissement	36,13	4,29	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00%
FINEX	64,34	7,64	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00%
Total général	8 049,54	934,59	108,51	11,61%	13,18	1,41%	13,18	1,41%	40,84	4,37%

Sources : DNB/DNSI

L'exécution à fin mars 2018 dans les dix fonctions de l'administration

L'examen du tableau ci-dessous montre que pour atteindre ses objectifs socioéconomiques, le gouvernement continue à axer ses efforts sur les fonctions Défense, Services généraux des administrations publiques, Enseignement, Affaires économiques et Protection sociale qui absorbent près de 85% du montant exécuté au cours de la période.

- La fonction Défense a connu une exécution se situant à 24,67% destinée aux réformes du secteur de la défense et à la sécurisation des frontières.
- Les Services généraux des administrations publiques représentent 18,46% de l'exécution consacrée à la poursuite des réformes des finances publiques et à la gestion de la dette publique notamment domestique pour relancer l'économie.
- La part de la fonction Enseignement dans l'exécution est de 17,43%. Elle vise à améliorer le système éducatif à travers la qualification du personnel enseignant, la construction et la réhabilitation d'infrastructures scolaires.
- L'exécution de la fonction Affaires économiques s'élève à 14,03% ce qui traduit l'effort du gouvernement à améliorer les services sociaux de base et les projets d'investissements aptes à impulser la croissance. Il s'agit notamment des investissements prévus dans le domaine du développement rural (agriculture, pêche et chasse...) et celui des infrastructures (combustibles, énergie et transport,...).

Quant à la fonction protection sociale le niveau d'exécution est d'environ 10% qui a servi essentiellement à renforcer l'assistance aux couches vulnérables.

Tableau 3: Exécution par grandes fonctions base engagement à fin mars 2018 (en milliards de GNF)

LIBELLES	LFI 2018	Plan d'Engagement T1	charges financières de la dette	depenses de personnel	depenses de biens et services	depenses de Transfert	depenses d'investissement	finex	Total	part
Services Généraux des Administrations Publiques	5 099,22	774,71	0,00	122,70	201,44	49,23	4,66	0,00	378,03	18,46%
Défense	1 893,81	287,72	0,00	369,12	45,56	79,34	11,17	0,00	505,19	24,67%
Ordre et Sécurité publique	479,99	72,92	0,00	74,75	4,56	7,56	0,02	0,00	86,89	4,24%
Affaire Economique	6 268,86	952,41	0,00	92,20	3,28	191,73	0,00	0,00	287,20	14,03%
Protection de l'Environnement	336,99	51,20	0,00	19,12	0,00	6,91	0,00	0,00	26,03	1,27%
Logement et Equipement Collectif	999,01	151,78	0,00	6,75	0,07	0,01	0,00	0,00	6,83	0,33%
SANTE	1 304,15	198,14	0,00	60,50	0,00	0,03	0,00	0,00	60,53	2,96%
Loisirs, Culture et Culte	520,38	79,06	0,00	7,51	30,74	4,70	92,65	0,00	135,60	6,62%
Enseignement	3 007,68	456,95	0,00	351,40	0,00	5,63	0,00	0,00	357,03	17,43%
Protection Sociale	951,80	144,60	0,00	4,02	0,00	200,43	0,00	0,00	204,45	9,98%
Total général	20 861,89	3 169,49	0,00	1 108,06	285,64	545,56	108,51	0,00	2 047,78	100%

Le compte rendu de l'exécution budgétaire du premier trimestre 2018 s'articule autour des points ci-après :

- I. Situation de mobilisation des recettes budgétaires
- II. Situation d'exécution des dépenses budgétaires
- III. Solde budgétaire
- IV. Conclusion.

I-SITUATION DE MOBILISATION DES RECETTES BUDGETAIRES

I.1-Rappel des dispositions fiscales de la LFI 2018

En plus des dispositions fiscales des lois de finances 2017, les nouvelles dispositions fiscales contenues dans la LFI 2018, se présentent comme suit :

- La modification de l'article 63 du code général des impôts relative à la retenue sur le revenu mensuel (article 8 LFI)
- La modification des dispositions des articles 107 bis et 150 du code général des impôts sur le calcul de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux ;
- La modification de l'article 229 du code général des impôts relative aux taux de l'impôt sur les sociétés (article 9 LFI) ;
- La modification des articles 244- 246, 248-250 du code général des impôts relative à l'impôt minimum forfaitaire (article 11 LFI) ;
- La modification des dispositions des articles 261, 262 et 264 du code général des impôts relative à la fiscalité immobilière (article 12 LFI) ;
- La modification des dispositions de l'article 337 du code général des impôts relatives à la répartition du produit de la Taxe Unique sur les Véhicules (article 13 LFI) ;
- La modification des dispositions de l'article 362 du code général des impôts relatives à la détaxation du gaz domestique (article 14).

I.2-Analyse de l'exécution globale des recettes

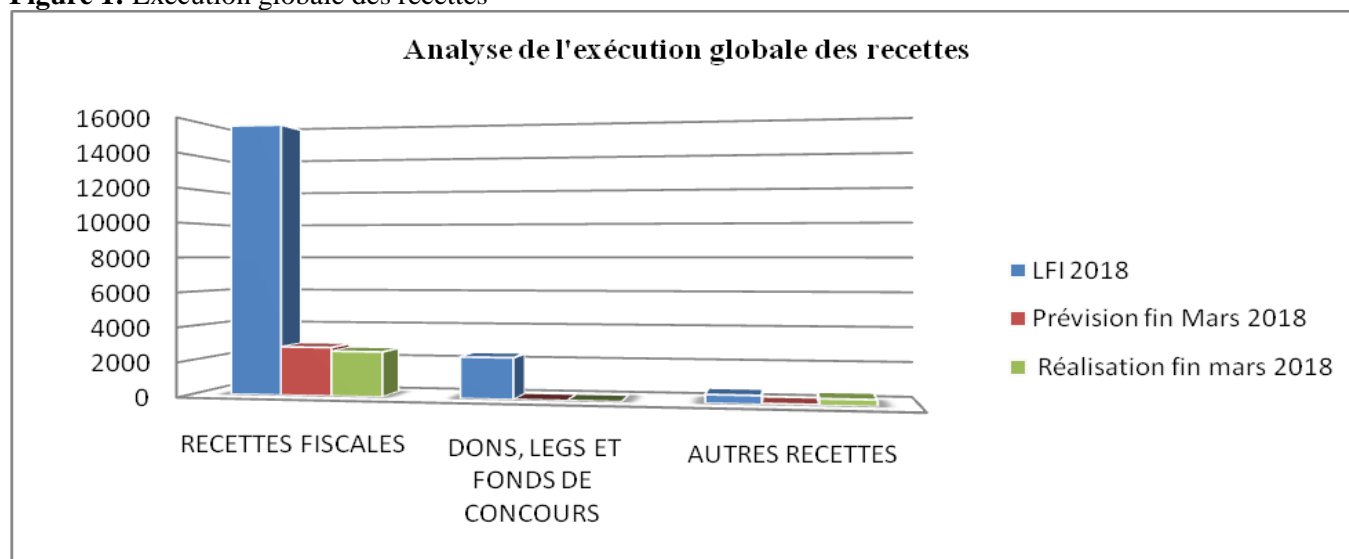
L'exécution globale des recettes du budget de l'Etat au 31 mars 2018 se chiffre à 3 348,89 Mds sur une prévision trimestrielle de 2 853,38 Mds, soit un taux d'exécution de 117,37%. Cette exécution concerne les recettes fiscales pour 2 961,56 Mds (88,43%) et les autres recettes pour 387,33Mds (11,57%).

Tableau 4: Exécution Globale des recettes fin Mars 2018 en milliards de GNF

Libellés	LFI 2018	Situation à fin mars 2018			
		Prévision	Réalisation	Taux	Part
1 RECETTES FISCALES	15 697,07	2 805,31	2 961,56	105,57%	88,43%
2 DONS, LEGS ET FONDS DE CONCOURS	2 355,40	0	0		0,00%
3 AUTRES RECETTES	484,54	48,07	387,33	805,76%	11,57%
Total général	18 537,01	2 853,38	3 348,89	117,37%	100,00%

Sources : LFI/Régies

Figure 1: Exécution globale des recettes



a. Recettes fiscales

Sur une prévision trimestrielle de 2 805,31 Mds, les recettes fiscales ont été mobilisées à fin mars à hauteur de 2 961,56Mds, soit un taux d'exécution de 105,57%.

Essentiellement, cette mobilisation résulte des efforts enregistrés au niveau des impôts sur les biens et services pour 1 732,36 Mds (58,49%), les impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales pour 741,95Mds (25,05%) et les impôts sur les revenus, les bénéfices et gains en capital pour 404,93 Mds (13,67%).

Le tableau ci-dessous indique les niveaux et taux d'exécution des recettes fiscales par catégorie.

Tableau 5: Exécution des recettes fiscales par catégorie à fin mars 2018 (en milliards de GNF)

Libellés	LFI 2018	prévision fin Mars 2018	Réalisation fin mars 2018	Taux	part
11 IMPÔTS SUR LES REVENUS, LES BENEFICES ET GAINS EN CAPITAL	3 370,97	463,95	404,93	87,28%	13,67%
12 IMPÔTS SUR LES SALAIRES ET LA MAIN D'ŒUVRE	197,53	79,15	59,35	74,99%	2,00%
13 IMPÔTS SUR LE PATRIMOINE	60,47	20,78	13,45	64,71%	0,45%
14 IMPÔTS SUR LES BIENS ET SERVICES	8 847,65	1 563,96	1732,36	110,77%	58,49%
15 IMPOTS SUR LE COMMERCE EXTERIEUR ET LES TRANSACTIONS INTERNATIONALES	3 128,76	653,87	741,95	113,47%	25,05%
16 AUTRES RECETTES FISCALES	91,69	23,59	9,53	40,39%	0,32%
TOTAL RECETTES FISCALES	15 697,07	2 805,31	2 961,56	105,57%	100,00%

Sources : LFI/Régies

b. Dons, Legs et Fonds de concours

Sur une prévision annuelle de 2 355,40 Mds, ces recettes n'ont pas connu de réalisation au cours du premier trimestre 2018.

c. Autres recettes

La réalisation à fin mars 2018 des autres recettes s'élève à 387,33Mds sur une prévision trimestrielle de 48,07 Mds, soit un taux d'exécution de 805,76%. Ce niveau de réalisation porte sur les recettes diverses pour 367,02 Mds, soit une part d'exécution de 94,76%, les ventes de biens et services pour 19,23 Mds (4,97%) et les revenus de la propriété pour 1,07 Mds (0,28%). La performance réalisée au niveau des recettes diverses est due au versement exceptionnel de 300 Mds de l'Agence de régulation des postes et télécommunications (ARPT).

Le tableau ci-dessous présente les autres recettes par catégorie et taux d'exécution.

Tableau 6: Exécution des Autres recettes fin Mars 2018 en milliards de GNF

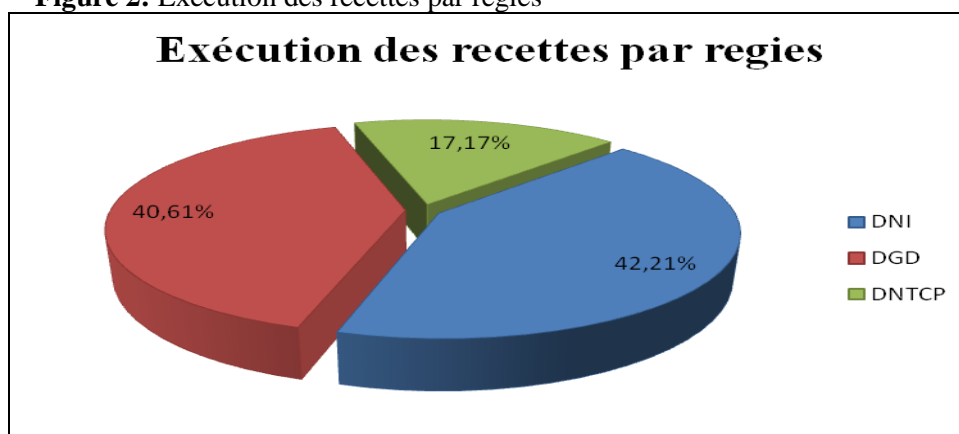
Libellés	LFI 2018	Prévision fin Mars 2018	Réalisation fin mars 2018	Taux	Part
3 AUTRES RECETTES	484,54	48,07	387,33	805,76%	100,00%
31 REVENU DE LA PROPRIETE	93,73	0	1,07		0,28%
312 Dividendes	93,73	0	1,07		0,28%
32 VENTE DE BIENS ET SERVICES	298,19	34,74	19,23	55,36%	4,97%
321 Ventes des établissements marchands	97,9	5,92	5,49	92,66%	1,42%
322 Droits et frais administratifs	198,89	28,83	13,75	47,68%	3,55%
323 Ventes résiduelles des établissements non marchands	1,4	0	0,00		0,00%
33 AMENDES, PENALITES ET CONFISCATIONS	8,64	2,11	0,00	0,00%	0,00%
331 Amendes, Pénalités et Confiscations	8,64	2,11	0,00	0,00%	0,00%
35 RECETTES DIVERSES	83,98	11,22	367,02	3271,16%	94,76%
351 Recettes diverses	83,98	11,22	367,02	3271,16%	94,76%
Total général	484,54	48,07	387,33	805,76%	100,00%

Sources : LFI/Régies

I.3- Analyse de la réalisation des recettes par régie

Sur un objectif au premier trimestre de 2 853,38 Mds, il a été mobilisé par les régies financières un montant de 3 348,89 Mds, soit un taux d'exécution de 117,37%.

Figure 2: Exécution des recettes par régies



Cette réalisation provient de la Direction Nationale des Impôts pour 1 413,73 Mds (42,21%), de la Direction Générale des Douanes pour 1 360,13 Mds (40,61%) et de la Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique pour 575,04 Mds (17,17%).

a. Direction Nationale des Impôts (DNI)

Sur un objectif à fin mars 2018 de 1 366,13 Mds, la Direction Nationale des Impôts a réalisé un montant de 1 413,73 Mds; soit un taux d'exécution de 103,48%.

Ce niveau de mobilisation enregistré par cette direction provient des impôts sur les biens et services (64,25%), les impôts sur les revenus, les bénéfices et gains en capital (29,69%), les impôts sur les salaires et la main d'œuvre (4,35%), les impôts sur le patrimoine (1,02%) et les autres recettes fiscales (0,70%).

Le tableau ci-dessous présente les recettes mobilisées par la DNI.

Tableau 7: Exécution des recettes collectées par la DNI à fin Mars 2018 en milliards de GNF

Libellés	LFI 2018	Situation à fin mars 2018			
		Prévision	Réalisation	Taux	Part
1 RECETTES FISCALES	7 690,07	1 366,13	1 413,73	103,48%	100,00%
11 IMPÔTS SUR LES REVENUS, LES BÉNÉFICES ET GAINS EN CAPITAL	3 370,97	463,95	404,93	87,28%	29,69%
111 Impôts sur les revenus des personnes physiques	872,9	250,02	211,85	84,73%	15,53%
112 Impôts sur les bénéfices des Sociétés et autres entreprises	2 498,07	213,93	193,08	90,25%	14,16%
12 IMPÔTS SUR LES SALAIRES ET LA MAIN D'ŒUVRE	197,53	79,15	59,35	74,99%	4,35%
121 Impôts sur les salaires et la main d'œuvre	197,53	79,15	59,35	74,99%	4,35%
13 IMPÔTS SUR LE PATRIMOINE	60,47	20,78	13,45	64,71%	1,02%
131 Impôts sur la propriété immobilière	29,62	6,55	3,03	46,28%	0,22%
132 Impôts sur les mutations d'immeubles, de meubles, de jouissance, d'autres documents et actes	30,85	14,23	10,41	73,19%	0,79%
14 IMPÔTS SUR LES BIENS ET SERVICES	3 969,42	778,66	926,47	118,98%	64,25%
141 Impôts généraux sur les biens et services	1 785,53	377,98	557,23	147,42%	37,18%
142 Les accises	30,8	8,34	6,77	81,12%	0,50%
143 Impôts sur les services déterminés	531,99	63,72	52,01	81,63%	3,81%
144 Taxes sur l'utilisation ou l'autorisation d'utiliser des biens ou d'exercer des activités	1 621,09	328,61	310,46	94,48%	22,76%
16 AUTRES RECETTES FISCALES	91,69	23,59	9,53	40,39%	0,70%
161 Autres recettes fiscales à la charge exclusive des entreprises	91,69	23,59	9,53	40,39%	0,70%
Total	7 690,07	1 366,13	1 413,73	103,48%	100,00%

Sources : LFI/DNI

b. Direction Générale des Douanes (DGD)

Les recettes mobilisées par la Direction Générale des Douanes à fin mars 2018 se chiffrent à 1 360,13 Mds sur une prévision trimestrielle de 1 363,88 Mds; soit un taux d'exécution de 99,72%.

Ce niveau de mobilisation des recettes douanières porte sur les impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales pour 741,95Mds (54,55%) et les impôts sur biens et services pour 618,18 Mds (45,45%) .

Au niveau des impôts sur biens et services, la réalisation concerne la TVA à l'importation pour 602,69 Mds, et la taxe sur la vente des produits pétroliers pour 1,29 Mds.

La contre performance enregistrée au niveau de la taxe sur la vente des produits pétroliers (1,9 Mds de recettes contre une prévision de 175,81 Mds) s'explique par l'augmentation du prix du baril sur le marché international alors que celui à la pompe n'a pas varié, d'où un soutien à la politique pétrolière de 217,13 Mds contre 34,43 Mds au premier trimestre 2017.

En ce qui concerne les impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales, la mobilisation enregistrée porte essentiellement sur les Droits de douanes et autres droits à l'importation pour 512,67 Mdset les taxes à l'exportation pour 229,28 Mds.

Il convient de préciser que l'analyse des recettes collectées par la DGD n'intègre pas les redevances d'entretien routier (RER) qui se chiffrent à 49 Mds.

Les différences entre les chiffres communiqués par la Direction Générale des Douanes et ceux de ce présent rapport résultent de l'effet nouvelle nomenclature budgétaire qui s'est traduit par le reclassement de certaines lignes de recettes.

Le tableau ci-après présente les catégories de recettes mobilisées par la DGD.

Tableau 8: Exécution des recettes collectées par la DGD à fin mars 2018 (en Mds de GNF)

Libellés	LFI 2018	prévision fin Mars 2018	Réalisation fin mars 2018	Taux	Part
14 IMPÔTS SUR LES BIENS ET SERVICES	2 708,34	710,01	618,18	87,07%	45,45%
<i>141 Impôts généraux sur les biens et services</i>	<i>2 649,19</i>	<i>699,81</i>	<i>603,98</i>	<i>86,31%</i>	<i>44,41%</i>
14110 Taxes sur la valeur ajoutée (TVA)	1 945,95	524	602,69	115,02%	44,31%
<i>1411002 TVA à l'importation</i>	<i>1 850,95</i>	<i>500,25</i>	<i>602,69</i>	<i>120,48%</i>	<i>44,31%</i>
<i>1411003 TVA sur FINEX</i>	<i>95</i>	<i>23,75</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00%</i>	<i>0,00%</i>
14112 Taxe sur la vente des produits pétroliers	703,24	175,81	1,29	0,73%	0,09%
<i>1411200 Taxe sur la vente des produits pétroliers</i>	<i>703,24</i>	<i>175,81</i>	<i>1,29</i>	<i>0,73%</i>	<i>0,09%</i>
142 Les accises	59,15	10,21	14,19	139,03%	1,04%
14210 Droits d'accises	59,15	10,21	14,19	139,03%	1,04%
<i>1421000 Droits d'accises</i>	<i>59,15</i>	<i>10,21</i>	<i>14,19</i>	<i>139,03%</i>	<i>1,04%</i>
14213 Amendes et saisies	0	0	0,00	#DIV/0!	0,00%
<i>1421300 Amendes et saisies</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0,00</i>	<i>#DIV/0!</i>	<i>0,00%</i>
15 IMPOTS SUR LE COMMERCE EXTERIEUR ET LES TRANSACTIONS INTERNATIONALES	3 128,76	653,87	741,95	113,47%	54,55%
<i>151 Droits de douanes et autres droits à l'importation</i>	<i>2 464,83</i>	<i>471,37</i>	<i>512,67</i>	<i>108,76%</i>	<i>37,69%</i>
15110 Droit fiscal à l'Importation	2 018,44	388,79	392,19	100,87%	28,83%

<i>1511000 Droit fiscal à l'Importation</i>	<i>2 018,44</i>	<i>388,79</i>	<i>392,19</i>	<i>100,87%</i>	<i>28,83%</i>
15111 Droit de Magasinage	0,37	0,08	0,04	55,00%	0,00%
<i>1511100 Droit de Magasinage</i>	<i>0,37</i>	<i>0,08</i>	<i>0,04</i>	<i>55,00%</i>	<i>0,00%</i>
15112 Taxe d'Entreposage	50,34	12,47	16,49	132,24%	1,21%
<i>1511200 Taxe d'Entreposage</i>	<i>50,34</i>	<i>12,47</i>	<i>16,49</i>	<i>132,24%</i>	<i>1,21%</i>
15113 Redevances de liquidation	347,88	61,43	89,79	146,16%	6,60%
<i>1511300 Redevances de liquidation</i>	<i>347,88</i>	<i>61,43</i>	<i>89,79</i>	<i>146,16%</i>	<i>6,60%</i>
15114 Produit de Ventes aux Enchères	1,89	0,27	0,33	121,95%	0,02%
<i>1511400 Produit de Ventes aux Enchères</i>	<i>1,89</i>	<i>0,27</i>	<i>0,33</i>	<i>121,95%</i>	<i>0,02%</i>
15115 Taxe Enregistrement Douane	13,04	1,65	5,91	358,09%	0,43%
<i>1511500 Taxe Enregistrement Douane</i>	<i>13,04</i>	<i>1,65</i>	<i>5,91</i>	<i>358,09%</i>	<i>0,43%</i>
15116 Taxes dégressives de protection	29,56	6,35	6,67	105,06%	0,49%
<i>1511600 Taxes dégressives de protection</i>	<i>29,56</i>	<i>6,35</i>	<i>6,67</i>	<i>105,06%</i>	<i>0,49%</i>
15118 Amendes et confiscations douanières	3,32	0,33	1,25	379,31%	0,09%
<i>1511800 Amendes et confiscations douanières</i>	<i>3,32</i>	<i>0,33</i>	<i>1,25</i>	<i>379,31%</i>	<i>0,09%</i>
152 Taxes à l'exportation	663,93	182,5	229,28	125,63%	16,86%
15213 Droit fiscal à la Sortie	663,93	182,5	229,28	125,63%	16,86%
<i>1521300 Droit fiscal à la Sortie</i>	<i>663,93</i>	<i>182,5</i>	<i>229,28</i>	<i>125,63%</i>	<i>16,86%</i>
Total	5 837,10	1 363,88	1360,13	99,72%	100,00%

Sources : LFI/DGD

c. Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DNTCP)

A fin mars 2018, la DNCTP a mobilisé 575,04 Mds sur une prévision de 123,36 Mds, soit un taux d'exécution de 466,15%. La part des recettes fiscales dans cette exécution représente 32,64% et les autres recettes 67,36%.

La mobilisation des recettes fiscales à hauteur de 187,71 Mds concerne les impôts sur biens et services collectés par la DNTCP via l'Agence Comptable Centrale du Trésor en sa qualité de comptable assignataire des recettes en devises sur un objectif de 75,30 Mds, soit un taux d'exécution de 249,28%.

L'exécution des autres recettes résulte essentiellement de la mobilisation des recettes diverses pour 367,02 Mds consécutive au versement de 300 Mds par l'ARPT, les recettes en atténuation des dépenses 60,31 Mdset les ristournes sur les recettes de jeux 6,72 Mds.

Le tableau ci-après indique les catégories de recettes mobilisées par la DNTCP.

Tableau 9: Exécution des recettes collectées par la DNTCP à fin Mars 2018 en Mds de GNF

Libellés	LFI 2018	prévision fin Mars 2018	Réalisation fin mars 2018	Taux	part
1 RECETTES FISCALES	2169,9	75,3	187,71	249,28%	32,64%
14 IMPÔTS SUR LES BIENS ET SERVICES	2169,9	75,3	187,71	249,28%	32,64%
<i>141 Impôts généraux sur les biens et services</i>	<i>1851,98</i>	<i>0</i>	<i>108,77</i>		<i>18,92%</i>
14111 Taxes sur la vente de produits miniers	1851,98	0	108,77		18,92%
<i>1411101 Taxes sur la vente de bauxites</i>	<i>1843,77</i>	<i>0</i>	<i>108,77</i>		<i>18,92%</i>
<i>1411102 Taxes sur la vente d'alumine</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0,00</i>		<i>0,00%</i>
<i>1411104 Taxes sur la vente de pierres précieuses</i>	<i>8,2</i>	<i>0</i>	<i>0,00</i>		<i>0,00%</i>
<i>1411105 Taxes sur la vente de métaux précieux</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0,00</i>		<i>0,00%</i>
144 Taxes sur l'utilisation ou l'autorisation d'utiliser des biens ou d'exercer des activités	317,92	75,3	78,94	104,83%	13,73%
14417 Redevances sociétés de pêche	78,65	23	26,12	113,56%	4,54%
<i>1441700 Redevances sociétés de pêche</i>	<i>78,65</i>	<i>23</i>	<i>26,12</i>	<i>113,56%</i>	<i>4,54%</i>
14418 Redevance comptoirs acheteurs collecte. (diamant)	9,02	2,84	0,81	28,51%	0,14%
<i>1441800 Redevance comptoirs acheteurs collecte. (diamant)</i>	<i>9,02</i>	<i>2,84</i>	<i>0,81</i>	<i>28,51%</i>	<i>0,14%</i>
14419 Redevances exploitation minières	80,45	12,11	31,98	264,07%	5,56%
<i>1441900 Redevances exploitation minières</i>	<i>80,45</i>	<i>12,11</i>	<i>31,98</i>	<i>264,07%</i>	<i>5,56%</i>
14420 Redevances d'exploitation réseau/surveillance et divers	0	0	0,00		0,00%
<i>1442000 Redevances d'exploitation réseau/surveillance et divers</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0,00</i>		<i>0,00%</i>
14421 Redevances courtage	0	0	0,00		0,00%
<i>1442100 Redevances courtage</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0,00</i>		<i>0,00%</i>
14422 Redevances Téléphone Mobile GSM	148,1	37,03	20,00	54,01%	3,48%
<i>1442200 Redevances Téléphone Mobile GSM</i>	<i>148,1</i>	<i>37,03</i>	<i>20,00</i>	<i>54,01%</i>	<i>3,48%</i>
14425 Redevances chasses et faune	1,71	0,32	0,03	9,52%	0,01%
<i>1442500 Redevances chasses et faune</i>	<i>1,71</i>	<i>0,32</i>	<i>0,03</i>	<i>9,52%</i>	<i>0,01%</i>
14428 Frais d'autorisation de transport	0	0	0,00		0,00%
<i>1442800 Frais d'autorisation de transport</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0,00</i>		<i>0,00%</i>
16 AUTRES RECETTES FISCALES	0	0	0,00		0,00%
<i>161 Autres recettes fiscales à la charge exclusive des entreprises</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0,00</i>		<i>0,00%</i>
16110 Timbres fiscaux	0	0	0,00		0,00%
<i>1611000 Timbres fiscaux</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0,00</i>		<i>0,00%</i>
2 DONS, LEGS ET FONDS DE CONCOURS	0	0	0,00		0,00%
22 LEGS	0	0	0,00		0,00%
<i>221 Legs</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0,00</i>		<i>0,00%</i>
22100 Legs	0	0	0,00		0,00%
<i>2210000 Legs</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0,00</i>		<i>0,00%</i>
3 AUTRES RECETTES	418,04	48,07	387,33	805,76%	67,36%
31 REVENU DE LA PROPRIETE	93,73	0	1,07		0,19%
<i>312 Dividendes</i>	<i>93,73</i>	<i>0</i>	<i>1,07</i>		<i>0,19%</i>
31210 Dividendes perçus	93,73	0	1,07		0,19%
<i>3121000 Dividendes perçus</i>	<i>93,73</i>	<i>0</i>	<i>1,07</i>		<i>0,19%</i>

32 VENTE DE BIENS ET SERVICES	231,69	34,74	19,23	55,36%	3,34%
321 Ventes des établissements marchands	31,4	5,92	5,49	92,66%	0,95%
32110 Locations d'actifs produits	20,01	0,02	0,15	753,59%	0,03%
<i>3211004 Locations bâtiments administratifs à usage Commercial</i>	<i>20,01</i>	<i>0,02</i>	<i>0,15</i>	<i>753,59%</i>	<i>0,03%</i>
32111 Locations d'actifs non produits	11,39	5,9	5,33	90,42%	0,93%
<i>3211100 Locations d'actifs non produits</i>	<i>11,39</i>	<i>5,9</i>	<i>5,33</i>	<i>90,42%</i>	<i>0,93%</i>
322 Droits et frais administratifs	198,89	28,83	13,75	47,68%	2,39%
32210 Enregistrement de spécialités pharmaceutiques	0	0	0,00		0,00%
<i>3221000 Enregistrement de spécialités pharmaceutiques</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0,00</i>		<i>0,00%</i>
32211 Frais judiciaires	0,67	0,14	0,12	84,03%	0,02%
<i>3221100 Frais judiciaires</i>	<i>0,67</i>	<i>0,14</i>	<i>0,12</i>	<i>84,03%</i>	<i>0,02%</i>
32212 Recettes Consulaires	7,03	2,21	1,64	74,02%	0,28%
<i>3221200 Recettes Consulaires</i>	<i>7,03</i>	<i>2,21</i>	<i>1,64</i>	<i>74,02%</i>	<i>0,28%</i>
32214 Visa d'entrée sur le sol Guinéen	0	3,47	0,00	0,00%	0,00%
<i>3221400 Visa d'entrée sur le sol Guinéen</i>	<i>0</i>	<i>3,47</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00%</i>	<i>0,00%</i>
32215 Cartes de séjour étrangers résidents	66,99	7,89	0,00	0,00%	0,00%
<i>3221500 Cartes de séjour étrangers résidents</i>	<i>66,99</i>	<i>7,89</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00%</i>	<i>0,00%</i>
32216 Droits et Frais de cartes nationale d'identité	2,52	0	0,00		0,00%
<i>3221600 Droits et Frais de cartes nationale d'identité</i>	<i>2,52</i>	<i>0</i>	<i>0,00</i>		<i>0,00%</i>
32217 Vente de documents administratifs	111,56	12,8	10,30	80,51%	1,79%
<i>3221700 Vente de documents administratifs</i>	<i>111,56</i>	<i>12,8</i>	<i>10,30</i>	<i>80,51%</i>	<i>1,79%</i>
32219 Droits Topographiques	1,42	0,23	0,00	0,00%	0,00%
<i>3221900 Droits Topographiques</i>	<i>1,42</i>	<i>0,23</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00%</i>	<i>0,00%</i>
32220 Droits et Frais d'immatriculation véhicules et engins	8,44	2,1	1,69	80,36%	0,29%
<i>3222000 Droits et Frais d'immatriculation véhicules et engins</i>	<i>8,44</i>	<i>2,1</i>	<i>1,69</i>	<i>80,36%</i>	<i>0,29%</i>
32221 Autres droits et frais administratifs	0,27	0	0,00		0,00%
<i>3222101 Droits et frais de contrôle de conformité des normes et de Métrologie légale</i>	<i>0,27</i>	<i>0</i>	<i>0,00</i>		<i>0,00%</i>
32222 Frais de liberté publique	0	0	0,00		0,00%
323 Ventes résiduelles des établissements non marchands	1,4	0	0,00		0,00%
32310 Recettes des publications	1,4	0	0,00		0,00%
<i>3231000 Recettes des publications</i>	<i>1,4</i>	<i>0</i>	<i>0,00</i>		<i>0,00%</i>
33 AMENDES, PENALITES ET CONFISCATIONS	8,64	2,11	0,00	0,00%	0,00%
331 Amendes, Pénalités et Confiscations	8,64	2,11	0,00	0,00%	0,00%
33110 Amendes judiciaires	0,78	0	0,00		0,00%
<i>3311000 Amendes judiciaires</i>	<i>0,78</i>	<i>0</i>	<i>0,00</i>		<i>0,00%</i>
33111 Amendes Polices routières	0,8	0,11	0,00	0,00%	0,00%
<i>3311100 Amendes Polices routières</i>	<i>0,8</i>	<i>0,11</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00%</i>	<i>0,00%</i>
33112 Amendes Gendarmerie routière	0,79	0	0,00		0,00%
<i>3311200 Amendes Gendarmerie routière</i>	<i>0,79</i>	<i>0</i>	<i>0,00</i>		<i>0,00%</i>
33113 Amendes Pêche	6,27	2	0,00	0,00%	0,00%
<i>3311300 Amendes Pêche</i>	<i>6,27</i>	<i>2</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00%</i>	<i>0,00%</i>

33114 Pénalité de retard sur les marchés administratifs	0	0	0,00		0,00%
3311400 Pénalité de retard sur les marchés administratifs	0	0	0,00		0,00%
35 RECETTES DIVERSES	83,98	11,22	367,02	3271,16%	63,83%
351 Recettes diverses	83,98	11,22	367,02	3271,16%	63,83%
35110 Recettes sur prestations sportives	0,13	0	0,00		0,00%
3511000 Recettes sur prestations sportives	0,13	0	0,00		0,00%
35111 Ristournes sur les droits d'auteurs	0	0	0,00		0,00%
3511100 Ristournes sur les droits d'auteurs	0	0	0,00		0,00%
35112 Ristournes sur les recettes des jeux	58,12	11,22	6,72	59,88%	1,17%
3511200 Ristournes sur les recettes des jeux	58,12	11,22	6,72	59,88%	1,17%
35113 Recettes en atténuation des dépenses	0	0	60,31		10,49%
3511300 Recettes en atténuation des dépenses	0	0	60,31		10,49%
35114 Recettes Exceptionnelles	25,72	0	300,00		52,17%
3511400 Recettes Exceptionnelles	25,72	0	300,00		52,17%
Total DNTCP	2587,94	123,36	575,04	466,15%	100,00%
Total CADASTRE	66,5	0	0,00		0,00%
3211005 Location d'infrastructures minières	66,5	0	0,00		0,00%
Total DNTCP yc CADASTRE	2654,44	123,36	575,04	466,15%	100,00%

Sources : LFI/DNTCP

I-4 : Situation des restes à recouvrer

Les restes à recouvrer au niveau de la Direction Générale des Douanes au cours de la période se chiffrent à 459,36 Mds qui ne concernent que les impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales .

Le tableau ci-dessous présente la situation des restes à recouvrer:

Tableau 10: Situation des restes à recouvrer à fin Mars 2018 en milliards de GNF

Libellés	Emission	Encaissement	Restes à recouvrer	Taux
RECETTES FISCALES	2 321,74	2 833,76		
Impôts sur les revenus, les bénéfices et gains en capital	-	395,76		
Impôts sur les salaires et la main d'œuvre	-	61,02		
Impôts sur le patrimoine	-	16,92		
Impôts sur les biens et services	1 119,11	1 616,79		
Impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales	1 202,63	743,28	459,36	62%
Autres recettes fiscales	-	-	0	
Total	2 321,74	2 833,76	459,36	62%

Source TDB finances publiques

II- SITUATION D'EXECUTION DES DEPENSES BUDGETAIRES

L'exécution des dépenses budgétaires à fin mars 2018 porte sur les aspects suivants :

- Situation des mouvements de crédits ;
- Analyse globale des dépenses ;
- Analyse des dépenses par titre ;
- Situation des restes à payer.

II -1 Situation des mouvements de crédits

Au cours du premier trimestre 2018, les mouvements des crédits intervenus s'annulent en ouverture et en annulation et se présentent comme suit :

Tableau 11: Situation des Mouvements de crédits à fin mars 2018 (en milliards de GNF)

Sectons	Ministères/Institutions	LFI	Modifications	Crédits actuels
01	Présidence de la Rep	399,91	1,66	401,57
02	Primature	64,35	-	64,35
03	Min.de la Défense	1 893,81	-	1 893,81
04	Min.Admin.Terr.Dec	397,47	-	397,47
05	Min.Sécurité.Prot.Ci	342,33	-	342,33
06	Min.Justice.Gar.Scea	108,40	-	108,40
07	Min.Aff.Etran.GEtran	388,08	-	388,08
08	Ministère du Plan	123,23	-	123,23
09	Min.Eco.et Finances	250,14	-	250,14
10	Min. Travail et FP	113,39	-	113,39
11	Min.de l'Agr	320,34	-	320,34
12	Min.Pêche & Aquacul	56,00	-	56,00
13	Min.Géo.Min	59,07	-	59,07
14	Min.EtatTravaux.Pub.	1 076,88	-	1 076,88
15	Min.Urb.Habit. Const	79,73	-	79,73
16	Mn.Comm	49,11	-	49,11
17	Min. Hotel. Tourisme	41,78	-	41,78
18	Min.Santé.Hy.Publiq	876,63	-	876,63
19	Min.Aff.Soc,P.F.& E.	86,88	-	86,88
20	Min. Ens.pré.univ	1 512,44	-	1 512,44
21	Min.Emp. Ens.Tech&FP	208,22	-	208,22
22	Minist. Information	56,66	-	56,66
23	Min. Jeun.Emploi Jeu	55,33	-	55,33
24	Assemblée.Nationale	188,78	-	188,78
25	Cour Suprême	27,06	-	27,06
26	Haute Autorité. Comm	18,26	-	18,26
27	Conseil Eco. Social	22,92	-	22,92
28	Secr. Gal Gouv	14,98	-	14,98
30	Sec. Affair.Relig.	66,83	-	66,83
31	Min.Environ.Eaux.For	102,71	-	102,71
32	Ministère Transports	61,11	-	61,11

33	Grande Chancel.	12,29	-	12,29
34	Min. Ens.Sup.Rec.	1 036,56	-	1 036,56
35	Grands Projets	21,23	-	21,23
36	Min.Etat Energie Env	1 429,61	-	1 429,61
37	Min. Tél. Econ.Num	36,33	-	36,33
40	Ministère Elevage	18,34	-	18,34
41	Min.Industrie et PME	68,79	-	68,79
43	Min.Cultu.Arts.Patri	223,67	-	223,67
46	Sec Etat Anti drogue	7,95	-	7,95
50	Ensembles des Gouvern	9,86	-	9,86
64	Min.du Budget	178,43	-	178,43
67	Médiateur.Répub	17,57	-	17,57
69	CENI	316,00	-	316,00
72	Cours.Const	24,47	-	24,47
73	Cour des Comptes	41,09	-	41,09
74	Haute Cour de Justic	2,50	-	2,50
75	Haut Conseil Collect	3,40	-	3,40
76	Inst.Nat.Ind.Droit.H	6,91	-	6,91
77	Min.UniteNat.Citoy	14,98	-	14,98
99	Dépenses Communes	3 518,60	- 1,66	3 516,94
Total		16 051,4	-	16 051,4

II-2 Analyse globale des dépenses

L'exécution des dépenses au titre du premier trimestre 2018 base paiement se chiffre à 1 543,85 Mds contre une prévision annuelle de 16 051,39 Mds conformément à la ventilation sous la nouvelle nomenclature, soit un taux d'exécution de 9,62%.

Comparée aux prévisions du plan d'engagement du premier trimestre de 3 169,49 Mds, l'exécution des dépenses se chiffre à 1 543,85 Mds soit 48,71%. Elle porte sur les dépenses courantes pour 1 503,01 Mds contre 2 717,99 Mds (55,30%) et les dépenses d'investissement pour 40,84 Mds contre 451,50 Mds (9,05%).

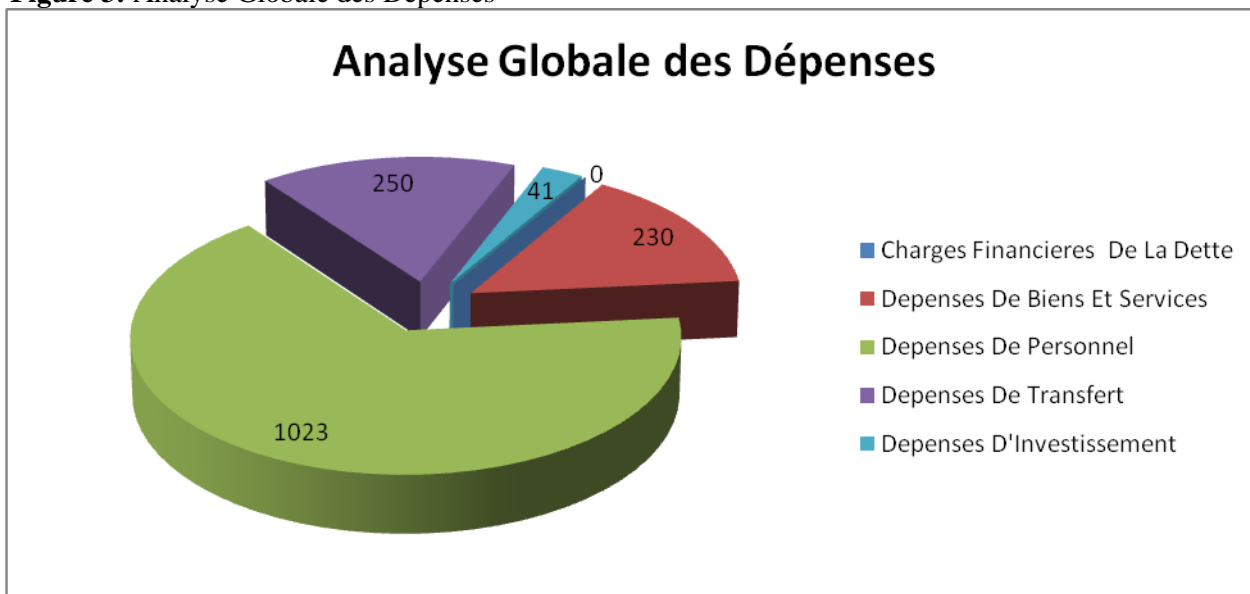
Le niveau global d'exécution des dépenses, sur la base des prises en charge comptables se chiffre à 2 097,48 Mds.

L'exécution globale des dépenses par titre est présentée dans le tableau ci-dessous:

Tableau 12: Exécution Globale/Grandes natures et phases d'exécution de la Dépense publique hors FINEX

Libellés	LFI	Modifications	Crédits Actuels	Plan d'Engagement T1	Engagements		Paiements	
					T1	Taux	T1	Taux
Charges Financieres De La Dette	1 262,00	0	1 262,00	477,54	0	0%	0	0%
Depenses De Personnel	4 717,67	0	4 717,67	633,52	1 108,06	175%	1 023	162%
Depenses De Biens Et Services	3 149,76	1,67	3 155,87	687,73	285,64	42%	230	33%
Depenses De Transfert	3 682,92	0	3 676,81	919,2	545,56	59%	250	27%
Depenses D'Investissement	3 239,04	-1,67	3 239,04	451,5	108,51	24%	41	9%
TOTAL	16 051	0	16 051	3 169,49	2 047,78	65%	1 544	49%

Figure 3: Analyse Globale des Dépenses



II -2-1 Analyse des dépenses par titre

a. Dépenses courantes

A fin mars 2018, sur un objectif trimestriel de 2 717,99 Mds, les dépenses courantes ont été exécutées pour 1 503,01 Mds, soit un taux d'exécution de 55,30 %. Cette exécution se décompose ainsi qu'il suit par titre :

Figure 4: Exécution des dépenses par titre base engagement

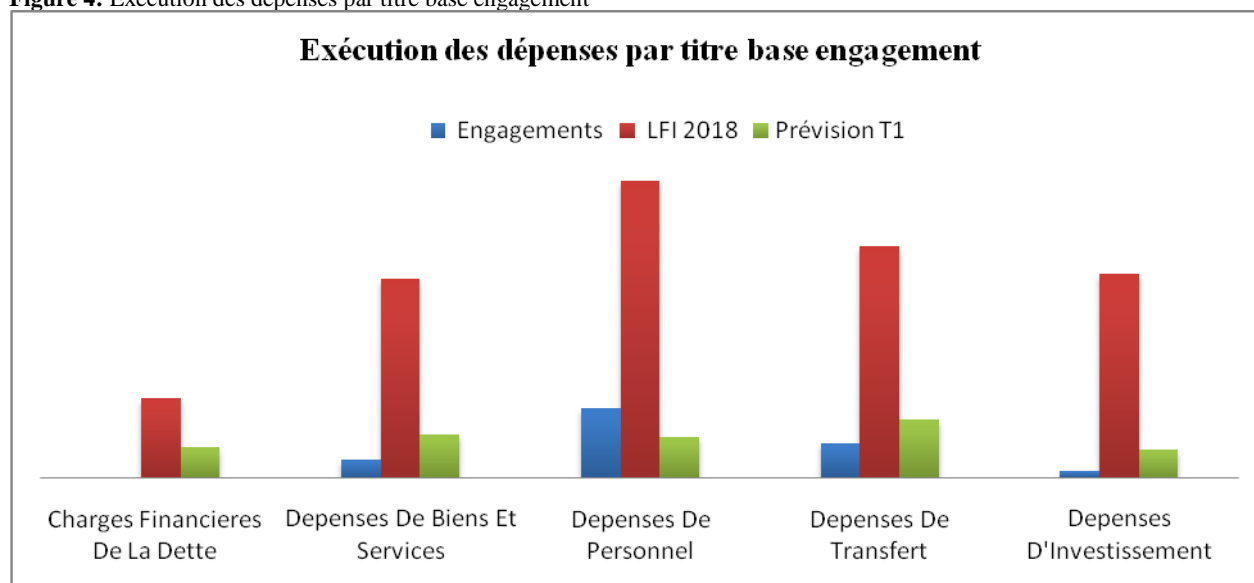
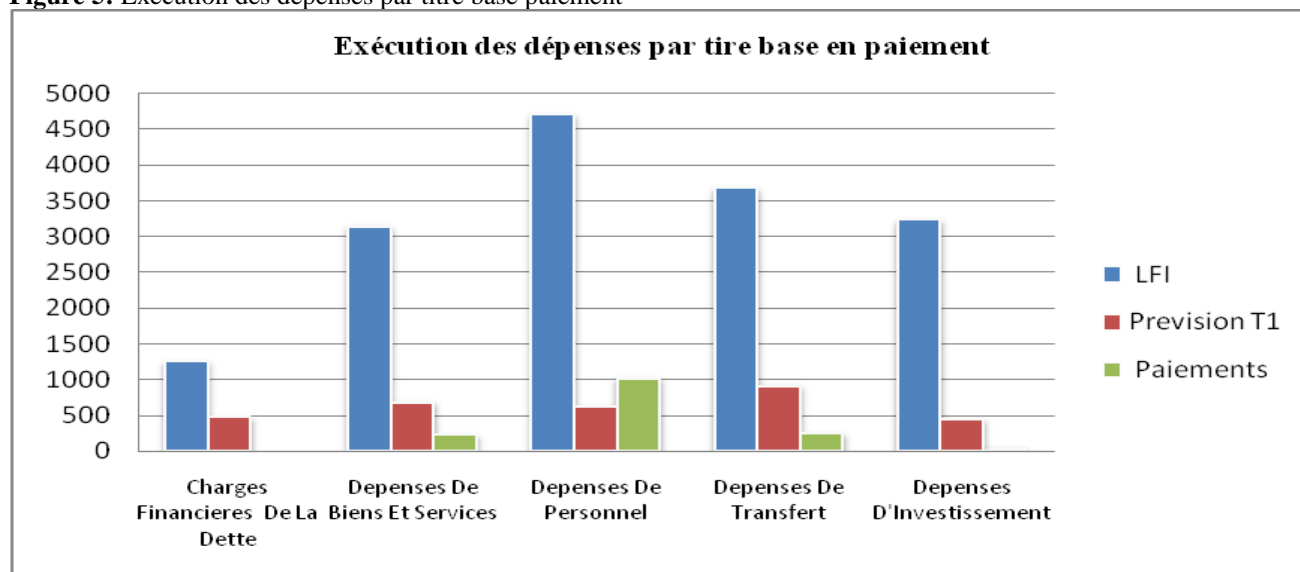


Figure 5: Exécution des dépenses par titre base paiement



- **Titre I : Charges financières de la dette**

Sur un objectif de 477,54 Mds dans le plan d'engagement du premier trimestre 2018, les paiements des charges financières de la dette n'ont pas été pris en charge dans la comptabilité des engagements faute de régularisation au cours du trimestre. Ces opérations seront reflétées dès leur régularisation dans la comptabilité des engagements du second trimestre.

- **Titre II : Dépenses de personnel**

Au titre des Dépenses de personnel, il a été réalisé à fin mars 2018 un montant de 1 023,42 Mds (161,54%) sur un objectif trimestriel de 633,52 Mds qui n'avait pris en compte que les salaires en espèces alors que l'exécution a enregistré également les salaires en nature conformément à la nouvelle nomenclature budgétaire. Comparée à l'objectif annuel de 4 717,67 Mds, cette exécution se situe à 21,69 %.

Sur la base prise en charge comptable, les dépenses de personnel ont été exécutées pour un montant de 1 044,41Mds.

- **Titre III : Dépenses de Biens et Services**

Sur un objectif à fin mars de 687,73 Mds, il a été exécuté 229,94 Mds soit un taux d'exécution de 33,43%.

Ce faible niveau d'exécution des dépenses de biens et services s'explique essentiellement par les contraintes de régulation budgétaire en début d'exercice liées à la mise en œuvre du programme FEC et de l'effet des manifestations socio-politiques enregistrées au cours du trimestre.

Cette exécution des dépenses de biens et services se décompose comme suit :

- Entretien et réparations4,10 Mds ;

- Dépenses diverses..... 147,17 Mds ;
- Frais de déplacements..... 5,54 Mds ;
- Frais de représentations et manifestations..... 23,09 Mds ;
- Achats de fournitures et biens spécifiques33,45 Mds ;
- Fournitures de services.....15,00 Mds ;
- Consommations eau, électricité et télécommunications1,58 Mds.

La prise en charge comptable des dépenses de biens et services se chiffre à 276,30 Mds.

• **Titre IV: Dépenses de Transferts**

Les dépenses de transferts ont été exécutées à hauteur de 249,66 Mds sur un objectif à fin mars de 919,20 Mds soit un taux d'exécution de 27,16%.

Cette exécution se décompose ainsi qu'il suit :

- Transferts courants..... 0,78 Mds, soit 0.31% ;
- Transferts aux ménages..... 135,24 Mds, soit 54.17% ;
- Autres transferts.....113,64 Mds, soit 45.52%.

Sur la base prise en charge comptable, les dépenses de transferts se sont établies à 439,10 Mds.

b. Titre V : Dépenses d'investissement

L'exécution à fin mars des investissements publics se chiffre à 40,84 Mds contre une prévision trimestrielle de 451,50 Mds ; soit un taux d'exécution de 9,04 %.

Cette réalisation concerne uniquement le financement sur ressources propres et se décompose en immobilisations non financières pour 39,67 Mds (97,13%) et les immobilisations financières pour 1,17 Mds (28,67%).

Sur la base prise en charge comptable, les dépenses d'investissement ont été de 147,48 Mds.

II-2-2 Situation des instances de paiement

Les instances de paiement de la période se chiffrent globalement à 40,20Mds. Elles concernent les dépenses de transfert pour 252,62 Mds.

La situation des instances de paiement se présente dans le tableau ci-dessous:

Tableau 13: les instances de paiements

N°	Libellés	Ordonnancement	Paielements	Instances de paiement	Restes à régulariser
1	Charges Financieres De La Dette	-	-	-	
2	Depenses De Personnel	893,05	1 023,42		130,36
3	Depenses De Biens Et Services	175,53	229,94		54,40
4	Depenses De Transfert	502,27	249,66	252,62	
5	Depenses D'Investissement	13,18	40,84		27,65
TOTAL		1 584,04	1 543,85	252,62	212,41

Solde			40,20	
--------------	--	--	--------------	--

III-SOLDE BUDGETAIRE

Le solde de base à fin mars 2018, se chiffre à 486,53 Mds Mds soit 0,49% du PIB contre un objectif du programme FMI de 346,00 Mds.

IV-CONCLUSION

L'exécution des recettes au premier trimestre 2018 présente une tendance favorable (117,37%), quant aux dépenses, elles se situent à un niveau faible (48,7%) par rapport à l'objectif du plan d'engagement au 31 mars.

Comparativement à la situation à fin mars 2017, l'exécution du budget de l'Etat au 31 mars 2018 fait globalement apparaître une hausse des recettes de 331, 93 Mds et une baisse des dépenses de 927 Mds.

Le solde de base à fin mars 2018, se chiffre à 864 Mds soit 0,87% du PIB contre un objectif du programme FMI de 346,00 Mds.

ANNEXES

Tableau 14: Exécution globale/phase de la dépense et par Administration à fin mars 2018 en de milliards de GNF

Ministères/ Institutions	LFI (1)	Modifications	Crédits Actuels	Plan d'Engagement T1	Engagements		Liquidations		Ordonnancements		Paiements	
					T1	Taux	T1	Taux	T1	Taux	T1	Taux
Présidence de la Rep	399,91	1,66	399,91	124,39	113,10	90,93%	66,45	53,42%	66,45	53,42%	104,18	83,76%
Primature	64,35	-	64,35	13,65	8,92	65,29%	0,67	4,93%	0,67	4,93%	8,92	65,29%
Min.de la Défense	1 893,81	-	1 893,81	410,56	505,19	123,05%	299,83	73,03%	299,83	73,03%	397,03	96,71%
Min.Admin.Terr.Dec	397,47	-	397,47	96,29	17,66	18,34%	17,66	18,34%	17,66	18,34%	17,66	18,34%
Min.Sécurité.Prot.Ci	342,33	-	342,33	70,31	64,39	91,59%	64,39	91,59%	64,39	91,59%	62,39	88,74%
Min.Justice.Gar.Scea	108,40	-	108,40	21,08	18,88	89,57%	18,88	89,57%	18,88	89,57%	12,09	57,34%
Min.Aff.Etran.GEtran	388,08	-	388,08	82,78	20,95	25,31%	5,18	6,26%	5,18	6,26%	5,84	7,06%
Ministère du Plan	123,23	-	123,23	19,57	6,65	33,98%	6,01	30,71%	6,01	30,71%	6,65	33,98%
Min.Eco.et Finances	250,14	-	250,14	48,57	35,14	72,35%	35,14	72,35%	35,14	72,35%	34,76	71,58%
Min. Travail et FP	113,39	-	113,39	20,65	15,19	73,58%	10,72	51,93%	10,72	51,93%	5,39	26,11%
Min.de l'Agr	320,34	-	320,34	58,89	36,60	62,15%	36,60	62,15%	36,60	62,15%	36,60	62,15%
Min.Pêche & Aquacul	56,00	-	56,00	10,32	6,97	67,55%	6,97	67,55%	6,97	67,55%	6,97	67,55%
Min.Géo.Min	59,07	-	59,07	10,86	8,29	76,35%	8,29	76,35%	8,29	76,35%	8,29	76,35%
Min.EtatTravaux.Pub.	1 076,88	-	1 076,88	146,01	4,27	2,92%	4,27	2,92%	4,27	2,92%	4,27	2,92%
Min.Urb.Habit. Const	79,73	-	79,73	13,00	6,76	51,97%	6,76	51,97%	6,76	51,97%	6,76	51,97%
Mn.Comm	49,11	-	49,11	9,36	7,18	76,69%	7,18	76,69%	7,18	76,69%	7,18	76,69%
Min. Hotel. Tourisme	41,78	-	41,78	6,64	2,88	43,29%	2,88	43,29%	2,88	43,29%	2,41	36,23%
Min.Santé.Hy.Publiq	876,63	-	876,63	160,50	60,53	37,71%	60,53	37,71%	60,53	37,71%	60,53	37,71%
Min.Aff.Soc,P.F.& E.	86,88	-	86,88	14,17	4,02	28,37%	4,02	28,37%	4,02	28,37%	4,02	28,37%
Min. Ens.pré.univ	1 512,44	-	1 512,44	274,17	296,19	108,03%	296,19	108,03%	296,19	108,03%	296,19	108,03%
Min.Emp. Ens.Tech&FP	208,22	-	208,22	31,48	23,93	76,01%	23,93	76,01%	23,93	76,01%	23,93	76,01%
Minist. Information	56,66	-	56,66	9,32	8,20	87,94%	5,49	58,90%	5,49	58,90%	4,99	53,54%
Min. Jeun.Emploi Jeu	55,33	-	55,33	9,15	4,74	51,83%	4,74	51,83%	4,74	51,83%	3,20	35,03%
Assemblée.Nationale	188,78	-	188,78	42,71	33,87	79,29%	33,87	79,29%	33,87	79,29%	33,87	79,29%
Cour Suprême	27,06	-	27,06	5,85	5,78	98,82%	5,78	98,82%	5,78	98,82%	5,78	98,82%
Haute Autorité. Comm	18,26	-	18,26	3,89	0,39	10,12%	0,39	10,12%	0,39	10,12%	0,39	10,12%
Conseil Eco. Social	22,92	-	22,92	6,37	4,90	76,86%	4,90	76,86%	4,90	76,86%	4,90	76,86%
Secr. Gal Gouv	14,98	-	14,98	2,23	0,85	38,15%	0,85	38,15%	0,85	38,15%	0,55	24,69%

Sec. Affair.Relig.	66,83	-	66,83	20,08	2,14	10,67%	2,14	10,67%	2,14	10,67%	1,25	6,21%
Min.Environ.Eaux.For	102,71	-	102,71	24,79	19,13	77,14%	19,13	77,14%	19,13	77,14%	19,13	77,14%
Ministère Transports	61,11	-	61,11	12,28	9,48	77,26%	9,48	77,26%	9,48	77,26%	7,99	65,10%
Grande Chancel.	12,29	-	12,29	3,05	3,06	100,42%	3,06	100,42%	3,06	100,42%	3,06	100,42%
Min. Ens.Sup.Rec.	1 036,56	-	1 036,56	226,56	36,91	16,29%	36,91	16,29%	36,91	16,29%	36,91	16,29%
Grands Projets	21,23	-	21,23	5,28	4,41	83,49%	4,41	83,49%	4,41	83,49%	0,15	2,77%
Min.Etat Energie Env	1 429,61	-	1 429,61	323,99	189,48	58,48%	155,29	47,93%	155,29	47,93%	3,64	1,12%
Min. Tél. Econ.Num	36,33	-	36,33	5,04	4,52	89,73%	4,52	89,73%	4,52	89,73%	4,52	89,73%
Ministère Elevage	18,34	-	18,34	3,30	2,17	65,63%	2,17	65,63%	2,17	65,63%	2,17	65,63%
Min.Industrie et PME	68,79	-	68,79	10,15	2,89	28,51%	2,89	28,51%	2,89	28,51%	2,89	28,51%
Min.Cultu.Arts.Patri	223,67	-	223,67	41,31	33,13	80,19%	19,56	47,35%	19,56	47,35%	28,33	68,57%
Sec Etat Anti drogue	7,95	-	7,95	1,12	0,90	80,50%	0,75	66,62%	0,75	66,62%	-	0,00%
Ensembles des Gouvern	9,86	-	9,86	4,03	4,03	100,00%	4,03	100,00%	4,03	700,00%	-	680,71%
Min.du Budget	178,43	-	178,43	28,04	7,95	28,34%	7,95	28,34%	7,95	28,34%	7,95	28,34%
Médiateur.Répub	17,57	-	17,57	3,81	3,42	89,59%	3,42	89,59%	3,42	89,59%	3,42	89,59%
CENI	316,00	-	316,00	44,29	44,00	99,35%	44,00	99,35%	44,00	99,35%	44,00	99,35%
Cours.Const	24,47	-	24,47	5,80	3,96	68,26%	3,96	68,26%	3,96	68,26%	3,96	68,26%
Cour des Comptes	41,09	-	41,09	9,21	6,37	69,14%	6,37	69,14%	6,37	69,14%	6,37	69,14%
Haute Cour de Justic	2,50	-	2,50	0,63	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%
Haut Conseil Collect	3,40	-	3,40	0,85	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%
Inst.Nat.Ind.Droit.H	6,91	-	6,91	1,57	0,71	45,17%	0,71	45,17%	0,71	45,17%	-	0,00%
Min.UniteNat.Citoy	14,98	-	14,98	2,22	2,00	90,11%	1,43	64,18%	1,43	64,18%	0,66	29,52%
Dépenses Communes	3 518,60	- 1,66	3 518,60	668,44	343,83	51,44%	212,41	31,78%	212,41	31,78%	201,73	30,18%
Total	16 051	-	16 051,39	3 168,59	2 046,89	64,60%	1 583,15	49,96%	1 583,15	49,96%	1 543,85	48,72%

Tableau 15: Exécution Globale des Dépenses/ Administration et Grandes natures (base engagement) à fin mars 2018 en de milliards de GNF

Ministères/ Institutions	LFI (1)	Modifications	Crédits Actuels	Plan d'Engagement T1	Charges Financieres De La Dette		Depenses De Personnel		Depenses De Biens Et Services		Depenses De Transfert		Depenses D'Investissement		TOTAL	
Présidence de la Rep	399,91	1,66	399,91	124,39	-	0%	14,51	4%	94,35	24%	4,24	1%	-	0%	113,10	91%
Primature	64,35	-	64,35	13,65	-	0%	0,67	1%	8,24	13%	0,00	0%	-	0%	8,92	65%
Min.de la Défense	1 893,81	-	1 893,81	410,56	-	0%	369,12	19%	45,56	2%	79,34	4%	11,17	1%	505,19	123%
Min.Admin.Terr.Dec	397,47	-	397,47	96,29	-	0%	10,74	3%	-	0%	6,92	2%	-	0%	17,66	18%
Min.Sécurité.Prot.Ci	342,33	-	342,33	70,31	-	0%	62,34	18%	2,00	1%	0,05	0%	-	0%	64,39	92%
Min.Justice.Gar.Scea	108,40	-	108,40	21,08	-	0%	12,09	11%	-	0%	6,80	6%	-	0%	18,88	90%
Min.Aff.Etran.GEtran	388,08	-	388,08	82,78	-	0%	19,47	5%	1,48	0%	0,00	0%	-	0%	20,95	25%
Ministère du Plan	123,23	-	123,23	19,57	-	0%	6,00	5%	0,64	1%	0,01	0%	-	0%	6,65	34%
Min.Eco.et Finances	250,14	-	250,14	48,57	-	0%	34,74	14%	-	0%	0,40	0%	-	0%	35,14	72%
Min. Travail et FP	113,39	-	113,39	20,65	-	0%	5,38	5%	-	0%	5,34	5%	4,47	4%	15,19	74%
Min.de l'Agr	320,34	-	320,34	58,89	-	0%	36,53	11%	-	0%	0,07	0%	-	0%	36,60	62%
Min.Pêche & Aquacul	56,00	-	56,00	10,32	-	0%	6,96	12%	-	0%	0,01	0%	-	0%	6,97	68%
Min.Géo.Min	59,07	-	59,07	10,86	-	0%	8,29	14%	-	0%	0,01	0%	-	0%	8,29	76%
Min.EtatTravaux.Pub.	1 076,88	-	1 076,88	146,01	-	0%	4,27	0%	-	0%	0,00	0%	-	0%	4,27	3%
Min.Urb.Habit. Const	79,73	-	79,73	13,00	-	0%	6,75	8%	-	0%	0,01	0%	-	0%	6,76	52%
Mn.Comm	49,11	-	49,11	9,36	-	0%	7,17	15%	-	0%	0,01	0%	-	0%	7,18	77%
Min. Hotel. Tourisme	41,78	-	41,78	6,64	-	0%	2,41	6%	-	0%	0,47	1%	-	0%	2,88	43%
Min.Santé.Hy.Publiq	876,63	-	876,63	160,50	-	0%	60,50	7%	-	0%	0,03	0%	-	0%	60,53	38%
Min.Aff.Soc.P.F.& E.	86,88	-	86,88	14,17	-	0%	4,02	5%	-	0%	0,00	0%	-	0%	4,02	28%
Min. Ens.pré.univ	1 512,44	-	1 512,44	274,17	-	0%	296,01	20%	-	0%	0,18	0%	-	0%	296,19	108%
Min.Emp. Ens.Tech&FP	208,22	-	208,22	31,48	-	0%	18,50	9%	-	0%	5,43	3%	-	0%	23,93	76%
Minist. Information	56,66	-	56,66	9,32	-	0%	4,99	9%	3,21	6%	0,00	0%	-	0%	8,20	88%
Min. Jeun.Emploi Jeu	55,33	-	55,33	9,15	-	0%	2,40	4%	1,54	3%	0,80	1%	-	0%	4,74	52%
Assemblée.Nationale	188,78		188,78	42,71	-	0%	11,89	6%	-	0%	21,97	12%	-	0%	33,87	79%
Cour Suprême	27,06	-	27,06	5,85	-	0%	1,52	6%	-	0%	4,25	16%	-	0%	5,78	99%
Haute Autorité. Comm	18,26	-	18,26	3,89	-	0%	0,39	2%	-	0%	-	0%	-	0%	0,39	10%
Conseil Eco. Social	22,92	-	22,92	6,37	-	0%	2,79	12%	-	0%	2,11	9%	-	0%	4,90	77%
Secr. Gal Gouv	14,98	-	14,98	2,23	-	0%	0,55	4%	0,30	2%	0,00	0%	-	0%	0,85	38%
Sec. Affair.Relig.	66,83	-	66,83	20,08	-	0%	1,25	2%	-	0%	0,90	1%	-	0%	2,14	11%
Min.Environs.Eaux.For	102,71	-	102,71	24,79	-	0%	19,12	19%	-	0%	0,01	0%	-	0%	19,13	77%
Ministère Transports	61,11	-	61,11	12,28	-	0%	7,99	13%	-	0%	1,50	2%	-	0%	9,48	77%
Grande Chancel.	12,29	-	12,29	3,05	-	0%	0,13	1%	-	0%	2,93	24%	-	0%	3,06	100%
Min. Ens.Sup.Rec.	1 036,56	-	1 036,56	226,56	-	0%	36,89	4%	-	0%	0,02	0%	-	0%	36,91	16%
Grands Projets	21,23	-	21,23	5,28	-	0%	0,15	1%	-	0%	4,26	20%	-	0%	4,41	83%

Min.Etat Energie Env	1 429,61	-	1 429,61	323,99	-	0%	3,64	0%	-	0%	185,84	13%	-	0%	189,48	58%
Min. Tél. Econ.Num	36,33	-	36,33	5,04	-	0%	4,52	12%	-	0%	0,00	0%	-	0%	4,52	90%
Ministère Elevage	18,34	-	18,34	3,30	-	0%	2,17	12%	-	0%	0,00	0%	-	0%	2,17	66%
Min.Industrie et PME	68,79	-	68,79	10,15	-	0%	2,89	4%	-	0%	0,00	0%	-	0%	2,89	29%
Min.Cultu.Arts.Patri	223,67	-	223,67	41,31	-	0%	3,86	2%	29,27	13%	0,00	0%	-	0%	33,13	80%
Sec Etat Anti drogue	7,95	-	7,95	1,12	-	0%	0,13	2%	0,75	9%	-	0%	0,02	0%	0,90	80%
Ensembles des Gouvern	9,86	-	9,86	4,93	-	##	-	-	4,74	7	-	-	0,19	-	4,93	1
Min.du Budget	178,43	-	178,43	28,04	-	0%	7,94	4%	-	0%	0,01	0%	-	0%	7,95	28%
Médiateur.Répub	17,57	-	17,57	3,81	-	0%	2,49	14%	-	0%	0,93	5%	-	0%	3,42	90%
CENI	316,00	-	316,00	44,29	-	0%	-	0%	40,00	13%	4,00	1%	-	0%	44,00	99%
Cours.Const	24,47	-	24,47	5,80	-	0%	1,64	7%	-	0%	2,32	9%	-	0%	3,96	68%
Cour des Comptes	41,09	-	41,09	9,21	-	0%	2,08	5%	-	0%	4,29	10%	-	0%	6,37	69%
Haute Cour de Justic	2,50	-	2,50	0,63	-	0%	-	0%	-	0%	-	0%	-	0%	-	0%
Haut Conseil Collect	3,40	-	3,40	0,85	-	0%	-	0%	-	0%	-	0%	-	0%	-	0%
Inst.Nat.Ind.Droit.H	6,91	-	6,91	1,57	-	0%	-	0%	-	0%	0,71	10%	-	0%	0,71	45%
Min.UniteNat.Citoy	14,98	-	14,98	2,22	-	0%	0,19	1%	1,81	12%	0,00	0%	-	0%	2,00	90%
Dépenses Communes	3 518,60	- 1,66	3 518,60	668,44	-	8%	-	0%	51,76	1%	199,41	6%	92,65	3%	343,83	51%
Total	16 051,16	-	16 051,4	3 169,49	-		1 108,1	7%	285,64	2%	545,56	3%	108,51	1%	2 047,8	65%

Tableau 16: Exécution Globale des Dépenses/ Administration et Grandes natures (base paiement) à fin mars 2018 en de milliards de GNF

Ministères/ Institutions	LFR (1)	Modifications	Crédits Actuels	Plan d'Engagement T1	Charges Financieres De La Dette		Depenses De Personnel		Depenses De Biens Et Services		Depenses De Transfert		Depenses D'Investissement		TOTAL	
					T1	TAUX	T1	TAUX	T1	TAUX	T1	TAUX	T1	TAUX	T1	TAUX
Présidence de la Rep	399,91	1,66	399,91	124,39	-	0%	15,64	13%	95,82	77%	6,61	2%	-	0%	118,07	95%
Primature	64,35	-	64,35	13,65	-	0%	0,9	7%	16,49	121%	0	0%	-	0%	17,39	127%
Min.de la Défense	1 893,81	-	1 893,81	410,56	-	0%	410,93	100%	44,32	11%	79,37	4%	1,167	0%	535,79	131%
Min.Admin.Terr.Dec	397,47	-	397,47	96,29	-	0%	14,78	15%	-	0%	6,92	2%	-	0%	21,71	23%
Min.Sécurité.Prot.Ci	342,33	-	342,33	70,31	-	0%	84,64	120%	2	3%	0,07	0%	-	0%	86,71	123%
Min.Justice.Gar.Scea	108,4	-	108,4	21,08	-	0%	16,32	77%	-	0%	0	0%	-	0%	16,32	77%
Min.Aff.Etran.GEtran	388,08	-	388,08	82,78	-	0%	6,55	8%	1,48	2%	0	0%	-	0%	8,03	10%
Ministère du Plan	123,23	-	123,23	19,57	-	0%	8,23	42%	0,64	3%	0,01	0%	-	0%	8,88	45%
Min.Eco.et Finances	250,14	-	250,14	48,57	-	0%	47,86	99%	0,24	1%	0,03	0%	-	0%	48,14	99%
Min. Travail et FP	113,39	-	113,39	20,65	-	0%	7,49	36%	-	0%	0,01	0%	-	0%	7,5	36%
Min.de l'Agr	320,34	-	320,34	58,89	-	0%	49,34	84%	-	0%	0,09	0%	-	0%	49,43	84%
Min.Pêche & Aquacul	56	-	56	10,32	-	0%	9,54	92%	-	0%	0,01	0%	-	0%	9,55	93%
Min.Géo.Min	59,07	-	59,07	10,86	-	0%	11,23	103%	-	0%	0,01	0%	-	0%	11,24	104%
Min.EtatTravaux.Pub.	1 076,88	-	1 076,88	146,01	-	0%	5,78	4%	-	0%	0	0%	66	6%	71,79	49%
Min.Urb.Habit. Const	79,73	-	79,73	13	-	0%	9,25	71%	-	0%	0,01	0%	-	0%	9,26	71%
Mn.Comm	49,11	-	49,11	9,36	-	0%	9,68	103%	-	0%	0,01	0%	-	0%	9,69	104%
Min. Hotel. Tourisme	41,78	-	41,78	6,64	-	0%	3,26	49%	-	0%	0	0%	-	0%	3,26	49%
Min.Santé.Hy.Publiq	876,63	-	876,63	160,5	-	0%	82,99	52%	-	0%	0,04	0%	-	0%	83,03	52%
Min.Aff.Soc,P.F.& E.	86,88	-	86,88	14,17	-	0%	5,41	38%	-	0%	0,48	1%	-	0%	5,89	42%
Min. Ens.pré.univ	1 512,44	-	1 512,44	274,17	-	0%	394,9	144%	-	0%	0,24	0%	-	0%	395,13	144%
Min.Emp. Ens.Tech&FP	208,22	-	208,22	31,48	-	0%	24,67	78%	-	0%	5,43	3%	-	0%	30,1	96%
Minist. Information	56,66	-	56,66	9,32	-	0%	6,8	73%	-	0%	0	0%	-	0%	6,8	73%
Min. Jeun.Emploi Jeu	55,33	-	55,33	9,15	-	0%	3,27	36%	-	0%	1,69	3%	-	0%	4,97	54%
Assemblée.Nationale	188,78	-	188,78	42,71	-	0%	22,17	52%	-	0%	46,45	25%	-	0%	68,62	161%
Cour Suprême	27,06	-	27,06	5,85	-	0%	2,03	35%	-	0%	4,25	16%	-	0%	6,28	108%
Haute Autorité. Comm	18,26	-	18,26	3,89	-	0%	0,53	14%	-	0%	5,32	29%	-	0%	5,84	150%

Conseil Eco. Social	22,92	-	22,92	6,37	-	0%	5,67	89%	-	0%	2,11	9%	-	0%	7,78	122%
Secr. Gal Gouv	14,98	-	14,98	2,23	-	0%	0,75	34%	0,3	13%	0	0%	-	0%	1,05	47%
Sec. Affair.Relig.	66,83	-	66,83	20,08	-	0%	1,69	8%	-	0%	2,51	4%	-	0%	4,2	21%
Min.Environ.Eaux.For	102,71	-	102,71	24,79	-	0%	26,33	106%	-	0%	0,01	0%	-	0%	26,34	106%
Ministère Transports	61,11	-	61,11	12,28	-	0%	10,85	88%	-	0%	0,9	1%	-	0%	11,76	96%
Grande Chancel.	12,29	-	12,29	3,05	-	0%	0,18	6%	-	0%	2,93	24%	-	0%	3,11	102%
Min. Ens.Sup.Rec.	1 036,56	-	1 036,56	226,56	-	0%	49,18	22%	-	0%	76,57	7%	-	0%	125,75	56%
Grands Projets	21,23	-	21,23	5,28	-	0%	0,19	4%	-	0%	4,26	20%	-	0%	4,45	84%
Min.Etat Energie Env	1 429,61	-	1 429,61	323,99	-	0%	4,94	2%	-	0%	0	0%	-	0%	4,95	2%
Min. Tél. Econ.Num	36,33	-	36,33	5,04	-	0%	6,21	123%	-	0%	0	0%	-	0%	6,21	123%
Ministère Elevage	18,34	-	18,34	3,3	-	0%	3,04	92%	-	0%	0	0%	-	0%	3,05	92%
Min.Industrie et PME	68,79	-	68,79	10,15	-	0%	3,93	39%	-	0%	0	0%	-	0%	3,93	39%
Min.Cultu.Arts.Patri	223,67	-	223,67	41,31	-	0%	4,61	11%	26,38	64%	0	0%	-	0%	31	75%
Sec Etat Anti drogue	7,95	-	7,95	1,12	-	0%	0,13	12%	0,75	67%	-	0%	0,025	0%	0,9	80%
Ensembles des Gouvern	9,86	-	9,86	4,93	-	-	-	0%	4,74	1	-	-	0,192	2%	4,93	100%
Min.du Budget	178,43	-	178,43	28,04	-	0%	10,85	39%	1,3	5%	0,01	0%	-	0%	12,16	43%
Médiateur.Répub	17,57	-	17,57	3,81	-	0%	3,47	91%	-	0%	3,14	18%	-	0%	6,61	173%
CENI	316	-	316	44,29	-	0%	-	0%	40	90%	4	1%	-	0%	44	99%
Cours.Const	24,47	-	24,47	5,8	-	0%	2,1	36%	-	0%	2,32	9%	-	0%	4,41	76%
Cour des Comptes	41,09	-	41,09	9,21	-	0%	2,78	30%	-	0%	8,58	21%	-	0%	11,35	123%
Haute Cour de Justic	2,5	-	2,5	0,63	-	0%	-	0%	-	0%	-	0%	-	0%	-	0%
Haut Conseil Collect	3,4	-	3,4	0,85	-	0%	-	0%	-	0%	-	0%	-	0%	-	0%
Inst.Nat.Ind.Droit.H	6,91	-	6,91	1,57	-	0%	-	0%	-	0%	-	0%	-	0%	-	0%
Min.UniteNat.Citoy	14,98	-	14,98	2,22	-	0%	0,26	11%	0,81	37%	0	0%	-	0%	1,07	48%
Dépenses Communes	3 518,60	-1,66	3 518,60	668,44	-	0%	-	0%	49,96	7%	199,61	6%	92,653	3%	342,22	51%
Total	16 051,39	-	16 051,39	3 169,49	-	0%	1 391	44%	285,23	9%	464,02	3%	160,04	1%	2 300,64	73%

Tableau 17: Etat d'Exécution des Subventions et Transferts (hors collectivité) en de milliards de GNF

Ministères/ Institutions	Crédit		Exécution fin mars 2018		
	Nombre s bénéf	Montant	Allocation		Taux
			Montant	Nbre bénéf	
Présidence de la République	13	51,22	18,25	9	35,63%
Primature	1	0,00	0,00	1	27,45%
Ministère de la Défense Nationale	5	233,34	102,57	4	43,96%
Ministère Administration du Territ. et de la Décentralisation	9	32,92	8,15	6	24,77%
Ministère de la Sécurité et Protection Civile	6	5,48	0,07	3	1,26%
Ministère de la Justice et Garde de Sceaux	6	13,88	6,80	5	48,95%
Ministère des Aff.Etrangères et Guinéens Etrangers	4	48,04	14,90	2	31,03%
Ministère du Plan	7	8,91	0,01	3	0,10%
Ministère de l'Economie et des Finances	6	2,55	1,39	5	54,42%
Ministère Travail et Fonction Publique	9	21,25	5,93	6	27,90%
Ministère de l'Agriculture	7	9,04	0,09	3	0,95%
Ministère de la Pêche et de l'Aquaculture	7	4,88	0,01	3	0,22%
Ministère Mines, Géologie	4	2,85	0,55	3	19,36%
Ministere Des Travaux Publics	2	0,01	0,00	2	
Ministère de l'Urbanisme de l'Habitat et Construction	7	0,96	0,01	3	1,05%
Ministère du Commerce	3	0,05	0,01	3	0,00%
Ministère de l'Hotellerie Tourisme et Artisanat	5	2,55	0,47	3	18,45%
Ministère de la Santé et hygiène Publique	172	105,06	0,04	3	0,04%
Ministère des Aff. Sociales, de la Pr. Femminine & Enfance	18	10,27	3,14	7	30,59%
Ministère de l'Enseignement Pré-universitaire	5	0,98	0,24	3	24,24%
Ministère de l'Emploi Ens.Technique et Form.Professionnelle	12	15,46	8,14	6	52,65%
Ministère de l'Information	4	0,32	0,00	2	1,34%
Ministère de la Jeunesse et Emploi Jeunes	8	7,30	1,69	7	23,21%
Assemblée.Nationale	2	87,89	46,45	2	52,84%
Cour Suprême de l'Etat	2	17,02	8,51	2	50,00%
Haute Autorité de la Communication	2	15,85	5,32	1	33,53%
Conseil Economique et Social	2	11,92	4,22	2	35,40%
Secretariat Général du Gouvernement	2	0,37	0,00	1	0,06%
Sécrétariat Général aux Affaires Religieuses	11	43,27	2,92	8	6,76%
Ministère de l'Environnement des Eaux et Forêts	7	1,56	0,01	3	0,64%
Ministère des Transports	10	13,22	1,50	5	11,36%
Grande Chancellerie des Ordres Nationaux de Guinée	4	11,70	5,85	4	50,00%
Ministère de l'Enseign Sup. et de la Rec. Scientifique	161	697,59	148,72	134	21,32%
Administration et Contrôle des Grands Projets	2	20,56	4,26	1	20,72%
Ministère D'Etat Chargé de l'Energie et Environnement	6	1 129,19	186,09	3	16,48%
Ministère des Télécommunications et Economie Numérique	3	0,38	0,00	2	0,65%
Ministère de l'Elevage	4	1,32	0,00	2	0,20%
Ministère industries et des PME	2	0,53	0,11	2	20,28%
Minintère Culture Arts et Patrimoine	13	5,08	1,81	2	35,59%
Ministère du Budget	8	14,76	0,01	2	0,06%

Médiateur de la République	2	5,00	3,14	2	62,74%
Commission Electorale Nationale Indépendante	2	16,00	4,00	1	25,00%
Cours Constitutionnelle	2	17,36	4,44	2	25,55%
Cour des Comptes	2	17,15	8,58	2	50,00%
Haute Cour de Justice	1	2,50	-	-	0,00%
Haut Conseil des Collectivités locales	1	3,40	-	-	0,00%
Institution.Nationale.Ind.des Droits Humains	2	3,40	1,56	2	45,86%
Ministere De L'Unite Nationale Et De La Citoyennete	1	0,23	-	-	
Dépenses communes	15	892,77	265,46	5	29,73%
Total	589	3 607,36	875,41	282	24,27%

Tableau 18: Ventilation du budget 2018 en fonction des piliers du PNDES à fin mars 2018 (en milliards de GNF)

Piliers	LFI 2018 (1)	Plan d'Engagement T1 (2)	Engagements jan-mars (3)	Paiements jan-mars (4)	Taux d'exécution (5=3/1)
Promotion d'une bonne gouvernance au service du développement durable	8 651,87	1 768,19	1 287,73	977,93	14,88%
FINEX	222,80				
Transformation économique durable et inclusive	3 255,31	609,84	278,60	91,27	8,56%
FINEX	3 826,25				
Développement inclusif du capital humain	3 999,73	766,66	459,45	453,11	11,49%
FINEX	697,11				
Gestion durable du capital naturel	144,49	24,79	22,00	21,53	15,23%
FINEX	64,34				
Total	16 051	3 169	2 047,78	1 543,85	12,76%
Total FINEX	4 810,50	0,00	0,00	0,00	0,00
Total général	20 861,89	3 169,49	2 047,78	1 543,85	12,76%

Tableau 19: Situation Résumée des Opérations Budgétaires de l'Etat en milliards de GNF

SITUATION DES OPÉRATIONS DES ADMINSTRATIONS PUBLIQUES (en milliards de GNF)	LFI 2018	Prévision Mars 2018	Réal Mars 2018	Taux de Recouv	Part
RECETTES	18 537,02	3 240,04	3 348,89	103,36%	100,00%
RECETTES FISCALES	15 697,07	2 805,31	2 961,56	105,57%	88,43%
Impôts sur le revenu, les bénéfices et les gains en capital	3 370,97	463,95	404,93	87,28%	12,09%
Impôts sur les salaires et la main-d'œuvre	197,53	79,15	59,35	74,99%	1,77%
Impôts sur le patrimoine	60,47	20,78	13,45	64,69%	0,40%
Impôts sur les biens et services	8 847,65	1 563,96	1 732,36	110,77%	51,73%
Impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales	3 128,76	653,87	741,95	113,47%	22,16%
Autres recettes fiscales .	91,69	23,59	9,53	40,38%	0,28%
DONS, LEGS ET FONDS DE CONCOURS	2 355,40	386,66	0,00	0,00%	0,00%
AUTRES RECETTES	484,54	48,07	387,33	805,84%	11,57%
DEPENSES	20 861,89	3 094,46	2 097,48	67,78%	100,00%
Charges financières de la dette	1 262,00	338,10	190,19	56,25%	9,07%
Dépenses de personnel	4 717,67	1 141,90	1 044,41	91,46%	49,79%
Dépenses de Biens et services	3 151,43	530,10	276,30	52,12%	13,17%
Dépenses de transfert	3 682,92	803,77	439,10	54,63%	20,93%
Dépenses d'investissement	8 047,87	280,59	147,48	52,56%	7,03%
Capacité/ besoin de financement (1-2)	-2 324,87	145,58	1 251,42	859,58%	
TRANSACTIONS SUR ACTIFS FINANCIERS ET PASSIFS (FINANCEMENT):					
RESSOURCES DE FINANCEMENT	4 035,78	490,66	1 504,40	306,61%	100,00%
SOLDE BUDGETAIRE POSITIF	0,00	145,58	1 251,42	859,58%	83,18%
CESSION D'ACTIFS	16,44	4,11	0,04	1,03%	0,00%
EMPRUNTS	3 923,09	258,45	0,00	0,00%	0,00%
Emprunts Intérieurs	222,00	94,34	0,00	0,00%	0,00%
Emprunts Extérieurs	3 701,09	164,11	0,00	0,00%	0,00%
Depots sur les comptes des correspondants du tresor	0,00		0,00		0,00%
Remboursements de prêts accordés	1,11	0,28	0,00	0,00%	0,00%
Remboursements de prêts par des Collectivités locales	0,00		0,00		0,00%
Remboursements de prêts par des Etablissements publics administratifs (EPA)	0,00		0,00		0,00%
Remboursements de prêts par des entreprises	1,11	0,28	0,00	0,00%	0,00%
Remboursements de prêts par des particuliers	0,00		0,00		0,00%
Autres remboursements de prêts	0,00		0,00		0,00%
Autres comptes à recevoir (Reste à recouvrer)	95,15	82,24	252,94	307,58%	16,81%
Reste à recouvrer Intérieur	12,91	0,00	13,85		0,92%
Reste à recouvrer à l'Importation	82,24	82,24	239,10	290,74%	15,89%
CHARGES DE FINANCEMENT	4 035,79	490,66	1 490,38	303,75%	100,00%
SOLDE BUDGETAIRE NEGATIF	2 324,87		0,00		0,00%
REMBOURSEMENTS DU CAPITAL DES EMPRUNTS	1 710,92	490,66	381,60	77,77%	25,60%
Remboursement du capital des emprunts Intérieurs	934,92	296,66	199,60	67,28%	13,39%
Remboursement du capital des emprunts Extérieurs	776,00	194,00	182,00	93,81%	12,21%
RETRAITS SUR LES COMPTES DES CORRESPONDANTS DU TRESOR	0,00		0,00		0,00%
PRETS ACCORDES	0,00	0,00	0,00		0,00%
Prêts accordés à des Collectivités locales	0,00		0,00		0,00%
Prêts accordés à des Etablissements publics administratifs (EPA)	0,00		0,00		0,00%
Prêts accordés à des entreprises	0,00		0,00		0,00%

Prêts accordés à des particuliers	0,00		0,00		0,00%
Autres prêts et avances accordés	0,00		0,00		0,00%
Autres comptes à payer (Reste à payer)	0,00	0,00	1 108,78		74,40%
Vérification verticale: Différence entre capacité/besoin de financement et financement (1-2)-(3-4)=0	0,00	0,00	14,02		
Solde de base (11-2)+(interret et financemene exterieur)	568,68	346,000	864,09	151,95%	
	0,57%	0,35%	0,87%	151,95%	
Solde net de gestion (1-21-22-23-24)	5 723,00	426,18	1 398,89	24,44%	
<i>PIB milliards de GNF</i>	99 558,00	99 558,00	99 558,00	1,00	
	5,75%	0,43%	1,41%	24,44%	
<i>Principaux agrégats et soldes</i>					
<i>Charges primaires</i>	12 814,02	2 813,87	1 950,00	15,22%	
	12,87%	2,83%	1,96%	15,22%	
<i>Solde net de gestion primaire</i>	6 985,00	764,28	1 589,08	22,75%	
	7,02%	0,77%	1,60%	22,75%	
<i>Solde global(1-2)</i>	-2 324,87	145,58	1 251,42	-53,83%	
	-2,34%	0,15%	1,26%	-53,83%	
<i>Solde global primaire</i>	-1 062,87	483,68	1 441,61	-135,63%	
	5,75%	0,43%	1,41%	24,44%	